

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE SEINE-ET-MARNE
(Création : 1796)

RAPPORT ANNUEL 2017



*Visite de Mme Béatrice Abollivier, préfète de Seine-et-Marne,
le 20 novembre 2017*

Directrice : Isabelle RAMBAUD, conservatrice générale du patrimoine
Sous-directrices : Cécile FABRIS, conservatrice en chef et Pauline ANTONINI, conservatrice
du patrimoine

La remise des insignes d'officier de l'ordre national du Mérite à Isabelle Rambaud, directrice des Archives départementales de Seine-et-Marne, a été, sur le site, l'occasion d'une rencontre conviviale entre les élus départementaux et l'administration des archives (10 juillet 2017).



*De gauche à droite : Hervé Lemoine, directeur du Service Interministériel des Archives de France
Jean-Jacques Hyst, membre du Conseil constitutionnel,
Isabelle Rambaud, directrice
Colette Gabet, conseiller honoraire près la Cour de Cassation,
Vincent Eblé, sénateur, Jean-Marc Giraud, sous-préfet de Fontainebleau,
Patrick Septiers, vice-président du Conseil départemental en charge de la culture, du tourisme, du patrimoine et des stratégies de développement*



*Pauline Antonini, sous-directrice en charge des publics et de la communication
Isabelle Rambaud, directrice
Cécile Fabris, sous-directrice en charge de la conservation et des collections
Stéphanie Troulet, chef du service administratif et technique*

INTRODUCTION

Chargées de la collecte, de la conservation, du traitement et de la valorisation des archives produites dans le cadre géographique de la Seine-et-Marne, les Archives départementales sont installées depuis 1990 dans les bâtiments construits spécifiquement à leur usage à Dammarie-lès-Lys. Elles interviennent dans le cadre du Projet Scientifique, Culturel et Educatif (PSCE) validé par le Département le 18 décembre 2015.

L'année 2017 a été riche en évolutions et fructueuse tant au plan départemental qu'au plan national.

Au plan départemental :

- La **réorganisation** engagée de la Direction des Archives départementales a été présentée en Comité technique le 4 juillet et mise en œuvre avec le recrutement de plusieurs agents. Dans ce cadre, des missions ont été valorisées et identifiées (Système d'information des archives /Système d'archivage électronique historique ; Inventaires et diffusion). Par ailleurs, la **mission Records management** du Département, rattachée aux Archives depuis janvier 2013, a été, à la fin de l'année 2017, transférée à la Direction générale adjointe de l'administration, gage d'une meilleure prise en compte des responsabilités propres à l'administration départementale. Il faut cependant noter que, certains départs ou congés maladie ont fragilisé l'exercice des missions (en particulier dans le domaine des archives administratives et celui de la numérisation). Cette situation intervient dans un contexte de mutations fortes (multiplication des chantiers de dématérialisation, archivage électronique, réforme territoriale entraînant fusions et contrôle renforcés sur les archives, départs en retraite nombreux...) et dans un contexte particulier à la Seine-et-Marne (crise sanitaire de 2015 avec ses conséquences sur les versements et l'ouverture limitée de la salle de lecture, vieillissement des structures et des moyens de fonctionnement du bâtiment, saturation prévisible des espaces de stockage). Une vigilance accrue et des moyens renouvelés s'imposent donc.
- Le **chantier de dépoussiérage** des magasins a été lancé en juin 2017 et sera renouvelé sur 2 autres phases, en 2018 et 2019, afin d'aboutir à une situation totalement assainie. Reste à achever le chantier de la centrale de traitement d'air qui a fait l'objet de réparations importantes mais demande à être changée. Une consultation a été lancée pour choisir un prestataire chargé d'une étude d'Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO). Cette consultation doit aboutir à une notification en février 2018, les résultats et préconisations n'étant attendus que six mois plus tard.
- **L'accroissement des collections** a été particulièrement massif portant à 40 210 ml les rayonnages occupés (5 939 ml libres), ce qui pose la question de l'extension à venir (scénario envisagé dans l'étude d'AMO).
- **La valorisation des archives** s'est poursuivie avec succès et on ne peut que se féliciter des résultats obtenus par les actions de médiation avec 16 090 élèves qui ont été concernés soit une augmentation globale de + 52% par rapport à 2016 (et sur le segment des collégiens, une augmentation de + 112%). Il faut également indiquer que l'année a permis d'engager la préparation du Centenaire de 1918 (participation de la directrice à la commission départementale des labels, 17 octobre, à

la commission « Mémoire », 30 novembre et au comité de pilotage du conseil départemental, 5 juillet, 6 septembre, 9 octobre) et la conception d'une brochure commémorative avec un fort tirage.

Au plan national, plusieurs points sont à noter :

- L'implication de la directrice comme présidente des concours externe et interne pilotés par le Ministère de la culture pour le recrutement des Chargés d'Études Documentaires (CHED) : organisation, définition des sujets, contrôle des écrits, tenue des oraux et rédaction des rapports (janvier-octobre 2017).
- La représentation de la directrice au sein du Conseil supérieur des Archives (19 avril) et au Conseil d'orientation du palais de la Porte Dorée, musée national de l'histoire de l'immigration (4 octobre).
- La participation de la directrice aux travaux du SIAF (archives privées) pour le classement comme archives historiques des archives privées du château de Vaux-le-Vicomte.
- La participation de la directrice au séminaire des archives de France à Rennes (14-16 novembre).

L'ensemble de ces éléments positifs ne doit pas toutefois occulter les difficultés rencontrées au cours de l'année et les points qui méritent vigilance et développement, en particulier :

- Le secteur des archives administratives où les retards doivent être comblés (recrutement d'un chef de service, versements en attente, classements à faire, tableau des producteurs à réaliser).
- La nouvelle mission SIA/SAE qui pourra jouer un rôle stratégique vis-à-vis de la DSI et de la régie GAIA.
- L'extension à venir du bâtiment qui exige des études préalables et l'inscription dans un calendrier réaliste.



1- MOYENS

1.1. Moyens financiers

Les crédits de fonctionnement ont atteint en 2017 la somme de 360 307 euros.

Les crédits d'investissement se sont élevés à 65 253 euros, dont une partie a servi à l'achat des documents auprès de libraires, de particuliers ou dans le cadre de ventes publiques, et dont la majorité a été employée à acquérir du matériel de numérisation de documents.

Les crédits de rémunération du personnel et ceux concernant l'informatique, les moyens généraux, l'entretien du bâtiment et le mobilier sont directement gérés par les Directions du Conseil départemental concernées.

Les Archives départementales de Seine-et-Marne se sont associées au portail national d'accès aux données numérisées « Grand Mémorial » consacrée aux soldats de la première guerre mondiale. La base de données nominative produite à partir des registres matricules des classes 1887 à 1921 a ainsi été partagée.

Une subvention de 7 064 € a été accordée aux Archives départementales pour l'indexation des registres dans le cadre de ce projet.

1.2. Personnel

Le personnel des archives compte 52 postes au 31 décembre 2017 (dont 5 postes État), mais avec un poste État resté vacant toute l'année (chargé d'études documentaires, vacant depuis le 15 novembre 2015, pourvu au 1^{er} janvier 2018), et deux postes territoriaux vacants 6 mois chacun (difficultés de recrutement).

Ces postes correspondent à 50,63 ETP théoriques. En réalité, les vacances de poste, liées notamment à des départs en retraite non immédiatement remplacés, et les absences liées à des arrêts maladie amène à un total réel d'ETP de 42,75.

À ce personnel, s'ajoutent les 4 agents du service Gaia, qui sont statutairement rattachés à la Direction des Archives départementales de Seine-et-Marne mais qui travaillent plus largement pour les 14 services utilisateurs du logiciel Gaia.

Le service a par ailleurs accueilli en 2017 :

- 3 apprentis (service Gaia) ;
- 2 stagiaires pour une durée de 200 jours ;
- 2 vacataires pour une durée de 26 jours ;
- 2 besoins occasionnels pour une durée totale de 6 mois.

On peut noter en 2017 une réorganisation de la Direction, validée en Comité technique en juillet, liée à de nombreux départs en retraite qui ont été l'occasion de mettre l'organisation en adéquation avec l'évolution des missions.

Cette réorganisation a entraîné en particulier la suppression du Service des méthodes et traitements informatiques, remplacé par une mission du Système d'information archivistique et du système d'archivage électronique, ainsi que le remplacement du Service photographie-numérisation par un Service des archives dématérialisées, chargé de la collecte, conservation et mise à disposition des fichiers issus de la dématérialisation native ou duplicative. Par ailleurs le Service des publics a disparu en tant que tel au profit de trois pôles, l'un dédié à la

salle de lecture, le deuxième à la médiation, et le troisième, nouvellement créé, aux inventaires et à la diffusion.

Ces changements et la redéfinition d'un certain nombre de postes se traduisent également par la suppression d'un poste au service de la salle de lecture.

Formations dispensées :

- 2 formations à l'archivage ont été dispensées par 4 formateurs internes de la Direction des Archives départementales aux agents de 2 maisons départementales de solidarité.
- 12 formations dispensées par le service Gaia en 2017 par 3 formateurs internes à 24 personnes de la Direction des Archives départementales.

Formations reçues :

- Formation initiale – intégration à l'emploi : 2 personnes soit 20 jours.
- Préparation à un concours : 1 agent soit 5 jours.
- Formation archivistique : 28 agents soit 70 jours.
- Autres formations continues : 17 agents soit 40 jours.

Soit un total de 135 jours.

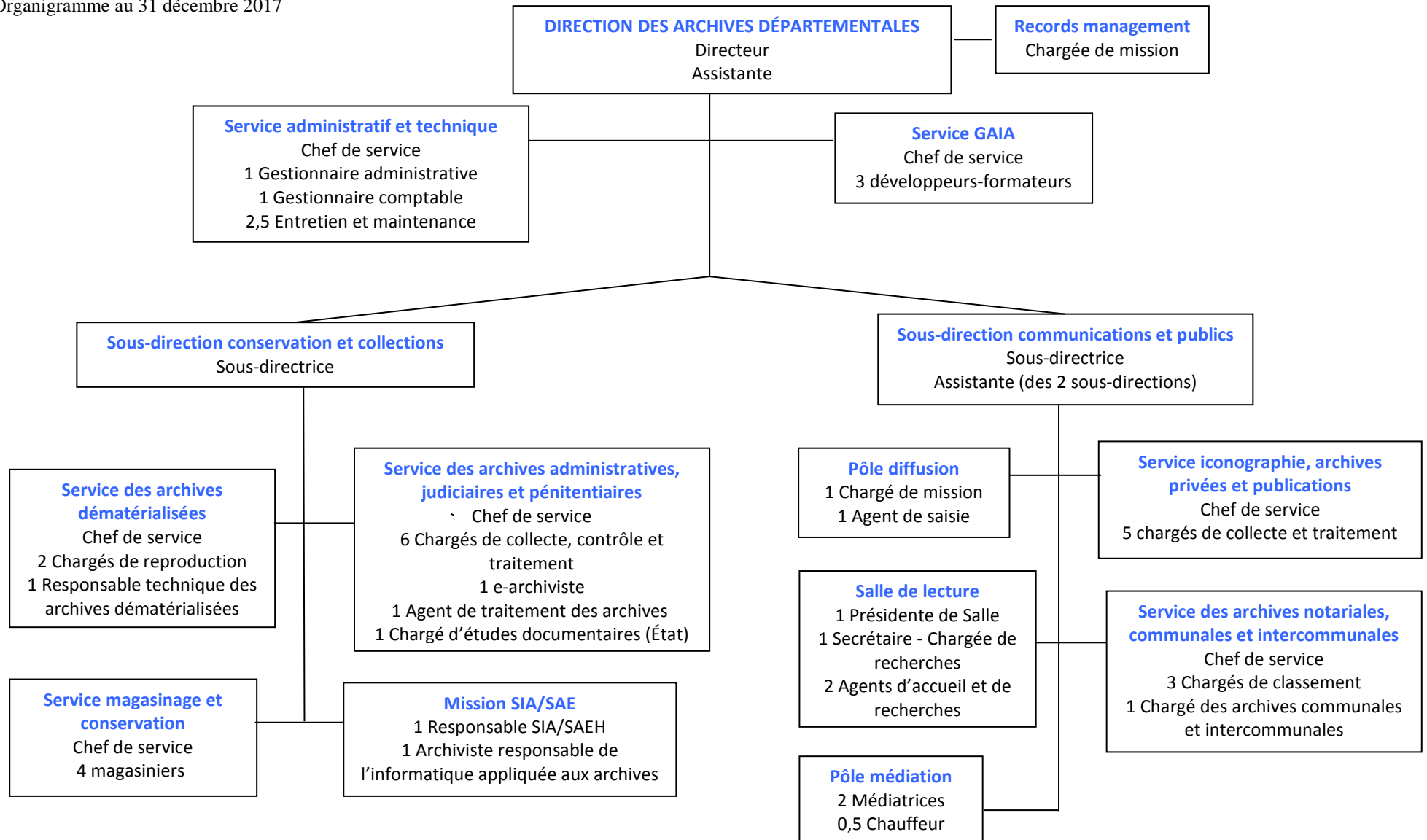
1.3. Bâtiment

Les travaux réalisés en 2017 sur le bâtiment des Archives départementales ont représenté un total de 127 878 euros, pris en charge par la Direction de l'architecture, des bâtiments et collèges :

- Poursuite des travaux de mise aux normes de la centrale de traitement d'air.
- Changement des ventilo-convecteurs, 1^{re} tranche.



Organigramme au 31 décembre 2017



2- COLLECTIONS

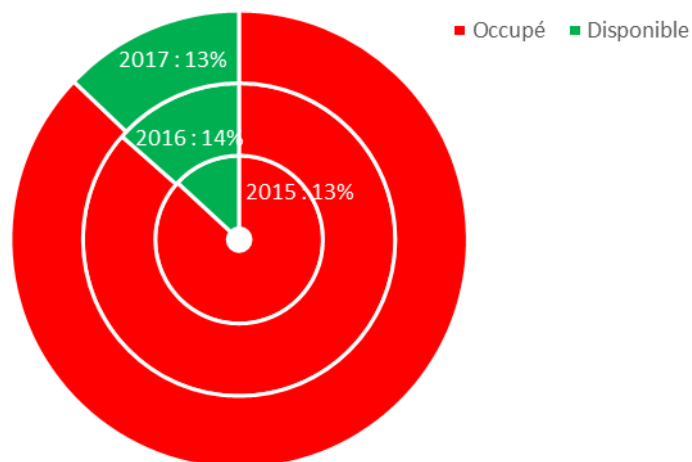
2.1. Accroissements

Les entrées de documents en 2017 s'élèvent à 725,22 mètres linéaires (ml), en très forte hausse par rapport à l'année précédente (273,2 ml). Après la reprise progressive des entrées au dernier trimestre 2016, l'année 2017 a été marquée par un rattrapage des versements en attente, dont la totalité n'a toutefois pas encore été prise en charge en raison d'un cadencement plus limité que précédemment liée aux nouvelles modalités d'entrée. Une opération exceptionnelle de sauvetage des archives administratives du Centre hospitalier de Melun s'est en outre traduite par une entrée très conséquente.

- 435,75 ml de versements d'archives publiques (200,93 ml en 2016 et seulement 55,07 en 2015 du fait de l'interruption des versements) ;
- 265,42 ml d'archives hospitalières déposées ;
- 2,75 ml d'archives privées (44,68 ml en 2016) ;
- 181 pièces unitaires en iconographie ;
- 26,3 ml d'ouvrages de bibliothèque, de dactylogrammes, de périodiques, de titres de presse et de publications officielles (27,59 ml en 2016).

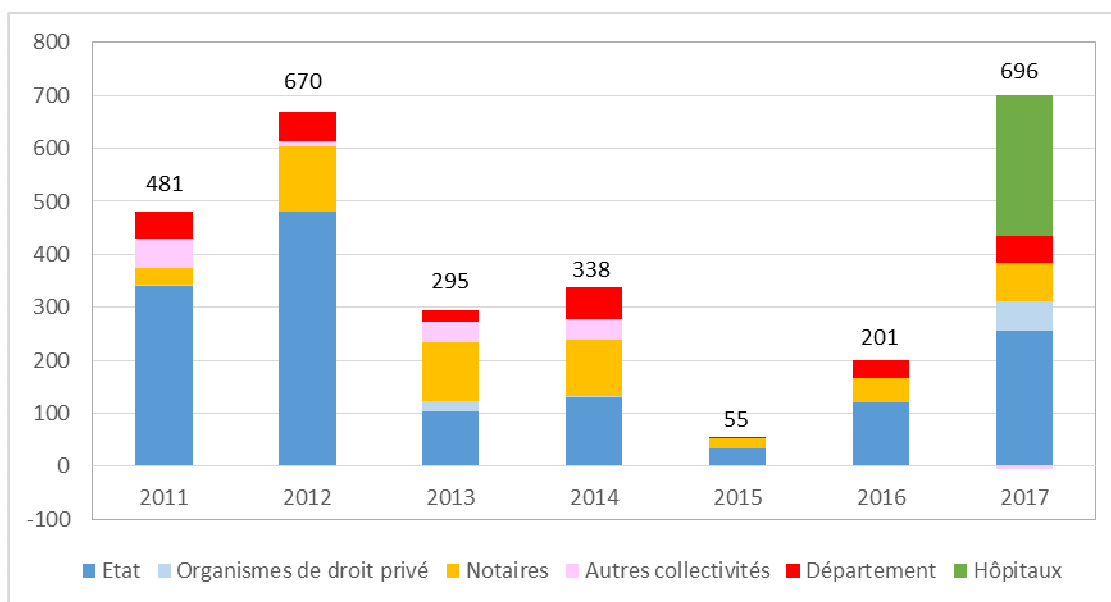
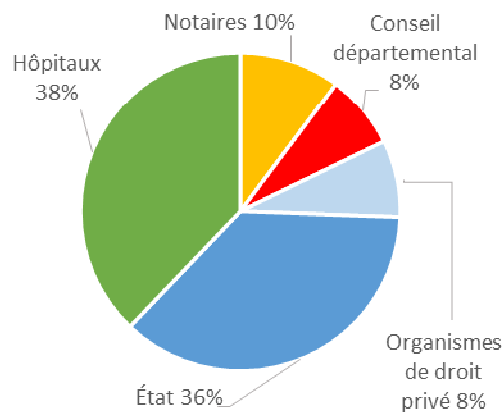
L'occupation du dépôt s'élève à 40 210,6 ml sur 46 150 ml au 31 décembre 2017, soit environ 465 ml de plus qu'au 31 décembre 2016 (39 745,95 ml). Cette hausse importante, qui s'explique aussi par un accroissement de la place occupée par les collections reconditionnées, reste toutefois limitée grâce à un pilon non négligeable de 338,65 ml.

Des modifications dans la disposition des tablettes ont permis d'accroître la capacité totale du dépôt et de limiter la diminution du stockage disponible, qui s'établit en fin d'année 2017 à 5 939,4 ml (6 214,05 ml en décembre 2016).



En matière d’archives publiques, les entrées se sont élevées à 696,17 ml :

- Services du Département : 53,03 ml.
- Services déconcentrés et établissements publics de l’État : 256,22 ml et 0,39 Go (matrice cadastrale numérique).
- Études notariales : 71,5 ml (quatre études).
- Archives hospitalières : 265,42 ml.
- Autres collectivités locales : -5 ml (un dépôt et deux restitutions).
- Association privée exerçant une mission de service public : 55 ml.



Bilan des entrées d’archives publiques en mètres linéaires

Concernant **les archives administratives, judiciaires et pénitentiaires**, la collecte est constituée de vingt-neuf versements, dont huit de la direction des Archives départementales (15,91 ml), notamment dans le cadre de départs en retraite, et trois d’autres services du Département.

Les autres versements proviennent des services de l’État pour un total de 256,22 ml et 0,39 Go pour le versement de la matrice cadastrale dématérialisée. Le métrage le plus important concerne le tribunal de Grande instance de Melun, qui n’avait pas réalisé de versement depuis 2010, pour un total de 131,25 ml.

Il faut noter le cas particulier de l’association L’Arbre, chargée de l’accueil d’enfants suivis au titre de l’Aide sociale à l’enfance et liée au Département de Seine-et-Marne par une convention depuis 1988. À la suite de sa liquidation judiciaire en 2016, la Société partenaire de gestion d’archives (SPGA) est intervenue en février 2017 à la demande du liquidateur judiciaire pour prendre en charge les archives comptables postérieures à 2011. Les Archives départementales sont intervenues à leur tour en mars 2017 afin de prendre en charge le reste

des archives de l'association, aussi bien des documents d'archives publiques (dossiers de suivi de familles), que des documents de l'association elle-même (dossiers de personnel notamment). Après un récolement détaillé, un échange de dossiers a été effectué avec la SPGA de façon à ce que tous les documents utiles à la liquidation judiciaire – et seulement eux – soient en sa possession. Un accord a par ailleurs été conclu pour qu'à l'issue de la liquidation, l'ensemble du fonds puisse être rassemblé aux Archives départementales.

Une opération particulière a été menée en matière d'**archives hospitalières**. Elle faisait suite à des échanges entre les Archives départementales et le centre hospitalier Marc Jacquet de Melun depuis 2015 afin d'anticiper le déménagement de ce dernier vers un nouveau Santépôle en 2018. Les archives administratives de l'hôpital étaient conservées dans de mauvaises conditions et n'avaient fait l'objet d'aucun versement ou dépôt depuis plusieurs décennies. L'espace alloué aux archives dans les futurs locaux est en outre nettement plus réduit que celui actuellement occupé.

Il a par conséquent été décidé de procéder à un sauvetage de ces archives à l'occasion d'un stage de master 2 en archivistique accueilli aux Archives départementales d'avril à août. Un récolement sommaire a été établi pour les 1 300 ml de documents présents au sous-sol des bâtiments de la direction générale et des services économiques et logistiques, couvrant une partie des XIX^e et XX^e siècles. La prise en charge elle-même a été réalisée en mai-juin : environ 265 ml de documents concernant la population hospitalisée, l'administration de l'établissement, le personnel, la comptabilité et les marchés de travaux.

Le classement et la rédaction d'un instrument de recherche sont en cours, mais la tâche est longue pour un ensemble qui s'apparente en partie à un vrac et devrait se poursuivre en 2018. Le cadrage juridique de l'opération est également en cours avec la signature prévue d'une convention de dépôt tripartite entre les Archives départementales, les Archives municipales de Melun et le centre hospitalier, qui a le statut d'établissement d'hospitalisation communal.

Pour **les archives notariales**, quatre versements représentant 71,5 ml ont été réalisés. Ces versements se composent des minutes et répertoires chronologiques de plus de soixante-quinze ans des études notariales de Coubert, Montereau-Fault-Yonne, Crécy-la-Chapelle et Tournan-en-Brie.

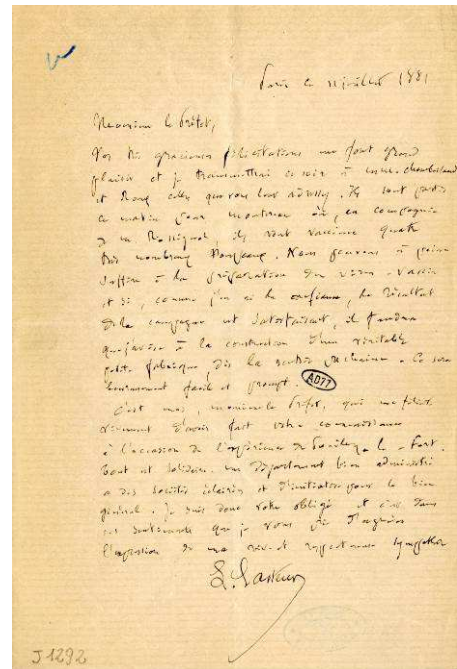
Pour **les archives communales**, un dépôt temporaire de la collection des registres paroissiaux et d'état civil de la commune de Cély-en-Bière a été réalisé en raison de travaux menés dans les locaux de la mairie. L'accroissement pour les archives communales s'établit à -5 ml, du fait de la restitution de leurs archives aux communes de Jouy-sur-Morin et Fontaine-le-Port, suite à l'aménagement et l'adaptation de leurs espaces de conservation.

Quelques fonds d'**archives d'origine privée** sont entrés dans les collections en 2017 : celui d'Henri Sain, commandant de la résistance F.F.I. de la région de Provins, celui du Comité du Mémorial de la Déportation, ou encore celui de Richard Jeandelle, architecte qui a étudié l'usine Menier à Noisiel. Les entrées de pièces isolées se sont maintenues avec 46 documents acquis par achat ou don. Au vu de l'arriéré à traiter, le service n'a pas effectué de collecte volontaire, ce qui explique le faible métrage linéaire collecté.

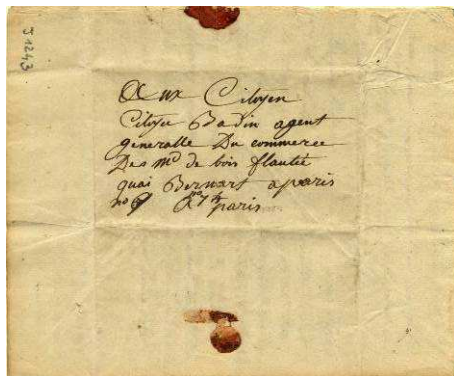
Plusieurs documents ont été achetés lors d'enchères publiques ou auprès de particuliers.

Parmi les acquisitions les plus notables figure une lettre de Pasteur du 11 juillet 1881 à propos des expérimentations de vaccin contre la maladie du charbon réalisées avec succès sur les troupeaux de moutons en Seine-et-Marne (J1292).

« Tout est solidaire. Un département bien administré a des sociétés éclairées et d'initiatives pour le bien général ».



J 1292



Un autre achat intéressant a été réalisé lors de la vente publique Million du 16 janvier 2017. Il s'agit d'un ensemble de correspondance sur les activités de flottage du bois en Seine-et-Marne et dans l'Yonne entre 1797 et 1826 (J1243).

J 1243

En 2017, les **collections iconographiques** se sont enrichies de 209 pièces unitaires (nouvelles entrées et reprises d'arriérés non cotés).

Les « nouvelles » entrées se répartissent ainsi : 164 documents photographiques tous supports, 27 cartes postales, 7 cartes et plans d'architecture, 5 estampes et 6 affiches ou placards.

Peu de ventes de documents iconographiques ont concerné la Seine-et-Marne, mais des soumissions ont néanmoins été faites à 9 ventes, dont 6 ont été remportées.



Parmi les entrées notables peut être notée l'acquisition en vente aux enchères d'une affiche publicitaire de l'entreprise William Saurin, pour laquelle les Archives départementales ne possédaient aucun document iconographique original jusqu'à cet achat.

17 fi 527- William Saurin, vers 1950

On peut également citer un lot de 6 tirages albuminés des années 1880 réalisés par Jean-Charles Bodmer à Barbizon. Ces tirages de grande qualité viennent compléter de manière intéressante la collection de photographies réalisées comme outil documentaire à destination des artistes peintres.



94 fi 27



94 Fi 30

La **collection des publications** s'est accrue d'environ 27,14 ml dont 8,04 ml pour la bibliothèque. On recense 289 achats de livres, 113 dons de livres et brochures de moins de 100 pages (brochures, plaquettes, littérature grise), 6 téléchargements gratuits.

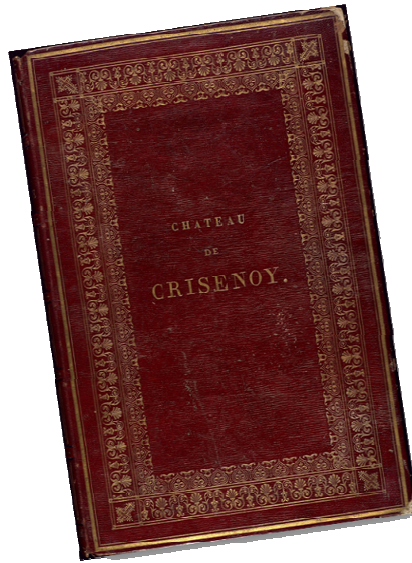
La politique d'acquisition de la bibliothèque pour l'année 2017 a particulièrement mis l'accent sur « Les animaux en Seine-et-Marne », thème des conférences des Rendez-vous du mardi.

Parmi les acquisitions rares, remarquables ou insolites, on peut citer l'édition originale d'une satire en 26 vers publiée à Anvers en 1643 relatant le transport de reliques de saint Fiacre de Meaux vers Paris lorsque le Cardinal de Richelieu a eu une crise d'hémorroïdes : *Sur l'enlèvement des reliques de Saint Fiacre, apportées de la ville de Meaux, pour la guérison du cul de Mr le Cardinal de Richelieu*, Anvers, 1643, 11 p.



Cote :8°9104

Le *Lectionnaire du château de Crisenoy*, livre liturgique du XIX^e siècle, constitue quant à lui une rare évocation de l'existence d'un château aujourd'hui détruit.



Cote : F°406

Les abonnements aux **périodiques** se maintiennent avec 44 abonnements. Les collections de presse locale restent stables également avec 15 ml d'accroissement, de même que les revues locales et revues professionnelles (2 ml). Le service poursuit la collecte des bulletins municipaux, associatifs et paroissiaux par une démarche volontaire auprès des producteurs de ces documents. L'élimination annuelle de périodiques a été réalisée (0,84 ml) conformément à la politique de désherbage des collections.

L'accroissement des fonds de publications officielles nationales est désormais arrêté car depuis le 1^{er} janvier 2016 le Journal Officiel a cessé de paraître sous sa version imprimée. Il est désormais publié uniquement en ligne.

L'accroissement se poursuit en revanche pour les textes législatifs d'intérêt local, avec 0,64 ml de collecte pour la collection des *Recueils d'Actes Administratifs du Département*. En 2017, un versement de la collection des *Recueils d'Actes Administratifs de la Préfecture* pour les années 2012 à 2014 a également été réalisé, représentant 1,46 ml de fascicules.

Les Archives départementales collectent enfin **des études et mémoires, des travaux d'érudits locaux** reçus sous forme de dactylogramme (cote 100J) : 3 mémoires universitaires et 30 travaux d'érudits ont été collectés en 2017.

Les Archives départementales ont effectué une **revendication d'archives publiques** sur le site d'enchères en ligne Ebay pour une minute de notaire du XVIII^e siècle.

Un particulier a également fait parvenir par la poste deux lettres administratives relevant des archives publiques qui ont été réintégrées dans leurs fonds.

2.2. Traitements

2.2.1. Classement et description

En matière d'**archives administratives, judiciaires et pénitentiaires**, l'essentiel des traitements réalisés en 2017, au-delà des saisies correspondant aux entrées, a porté sur la poursuite des travaux suivants :

- Tribunal d'instance de Meaux (3912W) : finalisation d'un répertoire méthodique et du reconditionnement.
- Tribunal des affaires de sécurité sociale de Meaux (4172W) : reconditionnement et adaptation subséquente du bordereau de versement.
- Fonds des établissements classés : un nouveau répertoire méthodique a été finalisé pour la période allant du début du XIX^e siècle à 1996 (le répertoire précédent s'arrêtait dans les années 1950). Il sera cependant à compléter de nouveau en 2018 car un nouveau versement complémentaire est en cours de préparation.
- Cadastre : complément de description et nouvelle version de l'instrument de recherche associé, à finaliser.
- Registres d'entrée des séries M et SC : un travail important de saisies et reprises est en cours, qui devrait permettre à terme de compléter dans la base de données documentaire les descriptions de nombreuses cotes.

Le bilan de l'ensemble des instruments de recherche des fonds modernes qui avait été prévu n'a malheureusement pas pu être réalisé et le lancement de nouveaux chantiers de traitement est soumis à la mise à disposition des ressources humaines adéquates.

Pour ce qui est du dépôt des archives administratives du centre hospitalier de Melun (12 Hdt), le traitement a pu commencer grâce à la présence de la stagiaire de master 2 qui en avait supervisé la prise en charge, prolongée par une vacation jusqu'en février 2018. L'identification, la description et le classement sont réalisés dans le respect du cadre de classement spécifique aux archives hospitalières et ont porté en 2017 sur les séries Q (Population hospitalière), K (Personnel) et le début de la série L (Administration générale), soit environ 65 ml. De gros ensembles restent à traiter pour l'Administration générale, qui s'apparente à un vrac, pour les marchés de travaux et pour les questions économiques et financières.

Le Service des **archives notariales, communales et intercommunales** poursuit, en plus du traitement des nouvelles entrées, sa politique de reprise de l'ensemble des fonds.

Concernant les archives notariales, le travail de révision des fonds s'est poursuivi et devrait s'achever en 2018. Il a pour objectif de parfaire l'historicité des études grâce notamment à une reprise de la filiation des notaires et un contrôle des périodes considérées jusqu'alors comme lacunaires. Cette reprise s'accompagne de traitements complémentaires, avec notamment l'intégration des documents issus de la série « E continu » aux fonds des études. En 2017, seize fonds d'études notariales ont ainsi été traités (environ 100 ml), permettant la réalisation et mise en ligne d'instruments de recherche (351 pages).

Concernant les archives communales et intercommunales, le travail de reprise de classement et de conditionnement des dépôts, entrepris en 2015, a été poursuivi afin de résorber l'arriéré. 18 fonds communaux ont été entièrement classés, conditionnés et localisés (40,4 ml), ce qui a abouti à la rédaction de 168 pages d'instruments de recherche.

L'objectif fixé pour 2018 est de traiter et valoriser par la rédaction d'instruments de recherche la fin des fonds notariés et 20 fonds communaux. Pour les fonds communaux, le service bénéficie d'un poste à mi-temps supplémentaire depuis fin novembre.

Dans le domaine des **archives privées**, le traitement des achats et pièces isolées (46 unités décrites) et la reprise d'arriéré de pièces isolées (8 unités traitées) s'est poursuivi.

Le classement et l'inventaire de plusieurs types de fonds ont été achevés ou réalisés, pour un total de 20,83 ml :

- Fonds d'érudits : celui de Christian de Bartillat, homme de lettres et éditeur (302J) et celui de Gilbert-Robert Delahaye, archéologue et érudit seine-et-marnais (184J).
- Fonds d'archives personnelles ou familiales : le fonds Vincienne-Jarry (278J) ; le fonds du Général Pelet, baron du Premier Empire (229J), les archives d'Henri Sain, commandant de la résistance F.F.I. de la région de Provins (314J) ; les archives de Marcel Desjardins, cultivateur à Trilport (J1253-1255).
- Fonds relatifs à une propriété ou un domaine : la seigneurie de Quincy, Charny, Mareuil et Nanteuil-les-Meaux (105J) ; la Ferme du Buisson à Lésigny (196J).
- Un fonds d'architecte a été complété et l'inventaire achevé : le fonds Albert Bray (122J).
- Fonds d'associations : l'Amicale de Choisy-en-Brie, Société de tir et de préparation militaire de 1911 (J1004).

On peut également signaler le classement de plusieurs petits fonds d'archives relatifs à l'assistance et à la prévoyance sociale : Société de Crédit mutuel agricole du canton sud de Melun (J1247-1248) ; Caisse d'épargne de Coulommiers, succursale de Choisy-en-Brie (273J) ; Société de secours mutuel de Chalautre-la-Petite (287J) ; Société de secours mutuels de Vulaines-lès-Provins (286J).

Suite à un travail de vérification et de reprise de fonds, des inventaires ont été complétés puis mis à jour selon une présentation normalisée pour être mis à disposition en salle de lecture ou sur Internet. Il s'agit essentiellement de fonds d'entreprise : le fonds de la fromagerie Penelle-Goga (125J), celui de la papeterie de Courtalin (189J), le petit fonds de la Batellerie Ardant (62J), les fonds des fermes de Réau (121J), de la Fosse (214J) et de Rézy (106J), ainsi qu'un fonds regroupant des copies de titres concernant la seigneurie et comté d'Armainvilliers, la seigneurie de Mandegrès et le prieuré de Saint-Ouen-en-Brie [XIX^e s.] (285J).

Il a par ailleurs été procédé à l'élimination de 267,15 ml d'archives d'entreprise collectées auprès de la SPGA (Société partenaire de gestion d'archives). La SPGA travaille pour plusieurs mandataires de justice de Seine-et-Marne et prévient les Archives départementales lorsqu'ils lui donnent l'autorisation de détruire des archives déposées par eux, conformément à l'art. L.642-23 du Code de commerce. Depuis 2006, les Archives départementales doivent prendre dans leur intégralité les cartons des entreprises sélectionnées, d'où un tri important à effectuer après plusieurs années de collecte. Les critères de sélection des entreprises retenues ont été depuis affinés : seuls sont conservés les fonds de celles qui ont exercé en Seine-et-Marne pendant au moins 10 ans, puis plus de 20 ans, et dont les archives contiennent les documents juridiques (statuts, dossiers d'assemblées générales ou de conseils d'administration, formulaires Kbis), les bilans et budgets et les déclarations annuelles des données sociales. Enfin, une vision globale par type d'activité est privilégiée et les nouveaux fonds sélectionnés viennent en complément de ceux précédemment collectés.

Le secteur iconographique a poursuivi le traitement des fonds, notamment sur la première guerre mondiale. A ainsi été décrite une collection de plaques de verre donnée par madame Brunet lors des opérations de la Grande collecte (82 Fi 1 à 49). La majorité des documents entrés en 2017 ont été traités. Par ailleurs, des inventaires sont en cours de réalisation. Au total, 341 pièces ont été décrites.

On peut noter un effort accru consacré au traitement de l'arriéré des collections photographiques : 146 photographies ont ainsi été décrites, qui concernent Coulommiers (79 photographies), Fontainebleau (58 photographies) et Maincy (9 photographies). La description des cartes postales s'est également poursuivie à raison d'une journée par semaine et a permis le traitement de 124 pièces.

Concernant les **publications**, le traitement habituel des documents nouvellement entrés dans les collections a été mené tout au long de l'année pour les rendre disponibles auprès du public dans les meilleures conditions.

1 471 revues ont été enregistrées et 13 ont été nouvellement créées. Le travail de « dépouillement » des bulletins d'association et des revues d'histoire locale s'est poursuivi afin d'enrichir la base de données en histoire locale. 176 articles ont ainsi été analysés et indexés, 88 articles concernant de la reprise d'arriéré (usuels de la salle de lecture) et 29 articles de journaux locaux ont été dépouillés.

Le traitement de la presse locale et des publications officielles se poursuit également : les inventaires des journaux *Le Semeur* (PZ208), *La Brie* (PZ53) ont été achevés ; les inventaires du *Parisien*, édition sud (PZ295A) et édition nord (PZ295B), de *La République de Seine-et-Marne*, édition A et B réunies (PZ290F), de *La République de Seine-et-Marne* (PZ290C) et du *Pays Briard* (PZ288) ont été mis à jour.

Le service assure aussi la veille documentaire professionnelle.

La valorisation des publications est passée cette année encore par la réalisation d'une liste récapitulative des nouvelles acquisitions, du catalogue des articles parus dans les revues et bulletins d'histoire locale et par la mise à jour du catalogue des almanachs, annuaires, bottins et calendriers. Sept bibliographies thématiques ont été réalisées à l'occasion des conférences des Rendez-vous du mardi, pour alimenter des rubriques du site Internet ou en lien avec des événements particuliers.

Une mise en valeur des collections a été faite sur la page Facebook et le site Internet des Archives. À l'occasion des 25 ans de l'ouverture du Parc Disneyland, une sélection d'articles de presse locale parus depuis décembre 1985 a été proposée (également mise en valeur sur l'intranet départemental), de même qu'une présentation de la collection des bandes dessinées sur la Seine-et-Marne à l'occasion du festival de la BD d'Angoulême. Pour le Tour de France 2017, des cyclistes seine-et-marnais ont par ailleurs été mis à l'honneur.

Les partenariats visant à la valorisation des collections de publications auprès d'un public plus large se sont également poursuivis et enrichis en 2017. La collaboration du service à ESAUPE77 (Entente pour la sauvegarde du patrimoine écrit de Seine-et-Marne) a abouti au lancement d'un nouveau portail en ligne en septembre 2017.

Les relations avec BIB77 (association dédiée à la conservation partagée des périodiques) et le réseau SUDOC-PS, qui a la charge du signalement des collections de périodiques et de journaux détenus dans les bibliothèques françaises, continuent.

Par ailleurs, les articles dépouillés concernant l'histoire religieuse ont été signalés à la Revue d'histoire de l'Église de France qui publie un index annuel.

2.2.2. Conservation, restauration

Suites de la crise sanitaire

Les actions menées en matière de conservation sont restées encore en 2017 liées aux suites de la crise sanitaire débutée en 2015.

La **situation sanitaire** est restée stable en 2017. Deux inspections complètes des magasins ont été réalisées en mars et novembre et quelques documents suspects ont été dépoussiérés et reconditionnés sans délai.

Les **conditions thermo-hygrométriques** dans les magasins continuent à être suivies au quotidien et donnent lieu si nécessaire à des interventions coordonnées des agents du service magasinage-conservation, du service technique des Archives départementales, du chargé d'opération de la direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges du Département (DABC), et à celles du prestataire de maintenance de la centrale de traitement de l'air (SIEC). Tout au long de l'année, la centrale de traitement de l'air a assuré des conditions conformes aux attentes, à condition que les dysfonctionnements régulièrement constatés fassent l'objet d'un règlement rapide. Les déshumidificateurs mobiles dont est pourvue la direction depuis 2015 ont été déployés dans les magasins par sécurité entre avril et octobre mais leur mise en route n'a pas été nécessaire.

Des opérations restent encore à réaliser sur la centrale de traitement de l'air du bâtiment administratif, dont dépendent notamment la salle de tri, le petit dépôt et la salle de lecture. Un système temporaire déployé dans cette dernière (déshumidificateur mobile, ventilateur et gaine au sol) n'est à ce jour guère satisfaisant en matière de performances et entraîne des nuisances.

L'étude technique destinée à déterminer le meilleur scénario pour le remplacement complet du système de traitement de l'air et l'amélioration de l'étanchéité des magasins, infructueuse en 2016, a été relancée en 2017 et devrait aboutir en 2018.

Un chantier de **dépoussiérage complet des collections et des magasins** a débuté le 7 juin, confié à la société Filigrane suite à un appel d'offres. Il consiste à dépoussiérer l'ensemble des collections conservé dans les magasins, les magasins eux-mêmes (portes, sols, plinthes, murs, plafonds, réseau électrique, portes des trappes de désenfumage, locaux techniques, fenêtres) et les rayonnages (démontage et nettoyage des tablettes et des tasseaux).

15 magasins ont été traités en 2017 (niveaux 4, 6 et 7, ainsi que 3 magasins du niveau 5). 12 083 ml de collections et 14 804 ml de rayonnages ont ainsi été dépoussiérés pour un montant de 190 576,02 euros TTC. Le chantier s'est terminé le 22 décembre et reprendra dans le courant du premier trimestre 2018.



En parallèle, le chantier **dépoussiérage et reconditionnement de documents** s'est poursuivi, également avec la société Filigrane. Cette prestation a permis de poursuivre la prise en charge des registres, qui n'avaient pas fait l'objet de développement de colonies de micro-organismes, mais qui nécessitent un conditionnement pour être protégés de la poussière. Le service Magasinage-Conservation s'est mobilisé pour assurer la sortie et la réintégration des documents ainsi que leurs changements de localisations et de code de récolement dans le système informatisé. Le magasin 7C, choisi en 2016 pour relocaliser les registres reconditionnés, a été rempli et d'autres magasins ont commencé à accueillir ces registres (5D, 6B et 6C, qui avaient été préalablement entièrement dépoussiérés dans le cadre de l'opération « magasins »).

6 268 registres ont été dépoussiérés et chemisés sur-mesure et 275 ont été mis en boîtes collectives pour un montant de 77 716,91 euros TTC. Le nouveau conditionnement dit « boîte collective », en carton de conservation et adapté à la dimension des étagères des magasins, est réalisé depuis 2016 spécialement pour les Archives départementales. Il permet de protéger efficacement les registres dans une limite de formats liée à la taille des feuilles de carton, tout en optimisant la gestion de l'espace.

Les actions préventives destinées à éviter qu'une crise sanitaire ne se reproduise vont se poursuivre en 2018 :

- Suite du dépoussiérage et conditionnement de collections spécifiques.
- Suite du dépoussiérage des collections et de leur environnement, qui devrait être mené à terme en 2019.

Autres actions de conservation préventive et curative

La restauration des collections de presse destinées à une numérisation s'est poursuivie avec des exemplaires du *Briard* (PZ35/66 à PZ35/131). Au total 17 307 feuillets ont été restaurés par l'Atelier Quillet pour un montant de 29 420,23 euros TTC.

La préparation au risque incendie s'est traduite par la visite le 9 octobre d'une équipe du Centre d'incendie et de secours de Dammarie-lès-lys ne connaissant pas encore le bâtiment des Archives départementales. Le plan d'urgence en cas de sinistre a ainsi pu être présenté, de même que la nouvelle signalétique mise en œuvre, en particulier sur les façades vitrées, à l'issue d'un exercice d'évacuation des collections réalisé en octobre 2016 avec le même Centre.



Gestion des collections

La destruction de documents a été réalisée au mois de mars et a porté sur 338,65 ml. Le protocole de transport entre les magasins et la benne, mis en place lors de la crise sanitaire de 2015, a été renouvelé. Chaque espace libéré a été désinfecté à l'alcool à 70°, de même que les chariots ayant transporté les archives à détruire.

41 **versements** ont été réceptionnés durant l'année, représentant 614,74 ml, dont 37,9 ml ont été reconditionnés en polypropylène par le service.

Chaque versement a été stocké en salle d'asséchement afin de ramener le taux d'hygrométrie du papier à 50% avant d'être traité (dépoussiérage, conditionnement et inventaire).

La **communication** des documents s'accompagne depuis 2015 d'un dépoussiérage systématique pour les documents n'ayant pas été dépoussiérés récemment dans le cadre d'une autre communication ou de l'opération « magasins ». En 2017 ont ainsi été dépoussiérés 250 ml de documents et 12 ml ont fait l'objet d'un reconditionnement.

2.3. Informatisation et numérisation

2.3.1. Informatisation

La mission SIA/SAE (Système d'information archivistique / Système d'archivage électronique) a remplacé en 2017 le Service des méthodes et traitements informatiques (SMTI). Le périmètre fonctionnel de cette nouvelle mission est la gestion au quotidien du logiciel métier GAIA ainsi que le pilotage du projet de système d'archivage électronique historique, qui doit être relancé. L'effectif de la mission est de deux agents dont un responsable du logiciel, également chef de projet sur le système d'archivage électronique, et un référent d'application, chargé notamment d'assurer les formations à GAIA en interne.

Les formations dispensées au cours de l'année ont porté sur : découverte du logiciel pour les nouveaux agents, nouvelles fonctionnalités du logiciel telles que les éditions d'instruments de recherche et la réservation de documents en ligne.

Des requêtes d'extraction ponctuelles ont été réalisées sur le logiciel GAIA, essentiellement à des fins statistiques, notamment sur la description et la communication des archives. Une réflexion est en cours sur la possibilité d'intégrer ces requêtes à l'espace d'administration du logiciel afin de faciliter la réalisation d'opérations récurrentes.

Le projet de remplacement des serveurs des Archives départementales s'est concrétisé avant l'été avec la mise en place de nouveaux serveurs, désormais situés dans les locaux de la Direction des systèmes d'information (DSI) à Savigny-le-Temple, avec une réplique à Melun. Un bon paramétrage a permis d'assurer le fonctionnement de GAIA dans ce nouvel environnement et les besoins des archivistes en termes d'accès à ce nouvel espace ont été respectés. Cette nouvelle configuration présente néanmoins un risque d'inaccessibilité à l'outil pour les utilisateurs internes comme pour le fonctionnement de la salle de lecture lorsque le réseau dysfonctionne, ce qui s'est produit à plusieurs reprises en fin d'année 2017.

2.3.2. Numérisation et reproductions

Le programme de numérisation a porté de nouveau en 2017 sur des **registres d'hypothèques** afin de faciliter les recherches préalables par le public en mettant à disposition en ligne les répertoires, tables alphabétiques et registres indicateurs librement diffusables. La numérisation s'est concentrée cette année sur les registres des services de la publicité foncière de Coulommiers et Fontainebleau, avec 388 336 pages reproduites.

Par ailleurs, 64 250 pages des **tables de successions et absences** ont également été numérisées par prestation externe. Cette opération fait suite à celle qui avait été menée en 2007 et avait porté sur les tables de la période 1814-1907, se limitant aux documents qui

étaient alors diffusables sur Internet. L'opération 2018 est venue logiquement compléter cet ensemble avec tous les documents actuellement diffusables sur Internet et communicables en salle de lecture, ainsi que ceux qui le deviendront dans les prochaines années.

Enfin la numérisation par prestation externe a également porté sur le complément de numérisation des répertoires de notaires du XVIII^e au XX^e siècles entamée depuis 2009, avec 23 116 pages réalisées, ce qui porte le total à 371 382 pages. Cet ensemble important devrait être mis à la disposition du public en 2018.

En interne, l'atelier a reproduit 12 846 pages et 266 images de documents d'archives. 5 606 copies de documents d'archives ont été effectuées (8 416 en 2016), répondant en grande majorité aux demandes de notaires.

419 interventions de signalétique, graphisme, mise en page, et conception d'images, ont également été réalisées, en partie dans le but d'alimenter le site Internet.

2.3.3. Archivage numérique définitif

En 2017 un nouveau versement de la matrice cadastrale dématérialisée a été effectué pour les années 2005 et 2006. Les fichiers sont conservés dans les mêmes conditions que ceux du versement précédent, sur un espace de stockage sécurisé et pérenne à la Direction des systèmes d'information (DSI). Cette solution est temporaire en attendant de disposer d'un réel système d'archivage électronique historique.

L'accès par le public à ces données pose toutefois les mêmes problèmes que pour celles versées en 2016 et nécessite un accompagnement individuel pour s'assurer que les données personnelles présentes dans la matrice et non encore communicables ne soient pas consultées.

Le projet de système d'archivage électronique intermédiaire pour les services du Département a connu quelques avancées à l'initiative de la DSI.

Les Archives départementales sont ainsi associées à l'expérimentation (Proof Of Concept ou POC) mise en œuvre sur l'outil Alfresco dans sa version Governance Services 2.6.

La participation des Archives Départementales à ce projet est l'occasion de faire le point sur les applications métier utilisées par les services producteurs, en particulier pour la production des délibérations et arrêtés.

Il s'agit également de relancer en lien avec la DSI le projet de système d'archivage électronique historique. À ce titre, la prise de fonction en juillet d'une e-archiviste au sein du Service des archives administratives, judiciaires et pénitentiaires doit permettre de mieux connaître les pratiques et les besoins des services producteurs. L'effort de sensibilisation auprès d'eux sur la question des archives électroniques s'est également poursuivi et un nouveau modèle de bordereau de versement est en cours de finalisation afin de prendre en compte le versement de fichiers numériques.

2.4. Service GAIA

Le logiciel GAIA (Gestion Automatisée et Intégrée des Archives), aujourd'hui utilisé par quatorze Départements français (Ariège, Aude, Bas-Rhin, Hauts-de-Seine, Isère, Loire, Martinique, Moselle, Oise, Orne, Pyrénées-Orientales, Réunion, Seine-et-Marne et Somme) a été créé il y a plus de trente ans (1987) pour aider au fonctionnement de leur service d'Archives départementales. Il est développé et maintenu par le Service GAIA, régie autonome rattachée administrativement à la Direction des Archives départementales de Seine-et-Marne, qui dispose d'un budget spécifique, annexe au budget général du Département.

L'année 2017 a permis de consolider les fonctionnalités du logiciel et de démarrer le développement d'Access'Archiv, version simplifiée du logiciel GAIA à destination des petites structures publiques et directement disponible sur Internet.

2.4.1. Moyens financiers

Le montant global des dépenses de fonctionnement du Service GAIA en 2017 a été de 237 567 euros. Ces dépenses ont concerné pour l'essentiel les frais de personnel et les frais généraux de fonctionnement du service.

Les recettes de fonctionnement se sont élevées à 290 440 euros, constituées de la participation financière des partenaires.

Les dépenses d'investissement se sont élevées à 8 320 euros et ont concerné le renouvellement du matériel informatique du service.

Les recettes d'investissement, constituées par l'amortissement, se sont élevées à 6 512 euros.

2.4.2. Personnel

Le Service GAIA est composé de :

- Trois techniciens informatiques chargés du développement et de la maintenance du logiciel ainsi que des formations.
- Un ingénieur chargé de la Direction du service.

Un apprenti en licence marketing a quitté le service fin septembre et une nouvelle apprentie a été recrutée début décembre pour une durée d'un an sur la même formation.

2.4.3. Actions menées en 2017

Sur le plan technique :

Les activités du Service GAIA en 2017 ont été majoritairement consacrées aux évolutions du logiciel. Des modules très importants ont été développés concernant la gestion des documents électroniques (module de stockage sécurisé), l'optimisation du visualiseur de documents, ainsi que la personnalisation de nouvelles éditions pour aboutir à la version 9.4.7 en fin d'année.

Un marché de prestation d'aide au développement du logiciel, notifié début 2016 pour une durée de deux ans a permis d'accompagner l'équipe pour la réalisation de ces développements importants.

Sur le plan commercial :

Une prestation en ergonomie et charte graphique a été commandée auprès d'un prestataire afin de donner une identité visuelle à Access'Archiv. Des plaquettes de présentation ainsi qu'un kakémono ont été édités par la direction de la communication du Département.



La présence de la Régie au Congrès des Maires de Seine-et-Marne a permis de mieux connaître les attentes concernant le logiciel Access'Archiv et de vérifier l'intérêt qu'il pouvait susciter auprès des décideurs des communes et intercommunalités.

Le renouvellement de 5 marchés publics de maintenance du logiciel GAIA a par ailleurs débuté au dernier trimestre 2017 pour les Départements de l'Ariège, du Bas-Rhin, de l'Isère, de la Loire et de l'Orne. Le renouvellement des autres marchés se poursuivra en 2018.

En matière de formation :

Les agents du service, qui ont suivi le cursus de formateur interne du Département, ont réalisé 10 sessions de formation pour 34 agents au total.

2.4.4. Partenariats

L'animation du partenariat entre les Départements clients de GAIA a donné lieu à deux réunions plénières du Comité des Utilisateurs, le 18 mai à Carcassonne et le 9 novembre à Dammarie-lès-Lys.

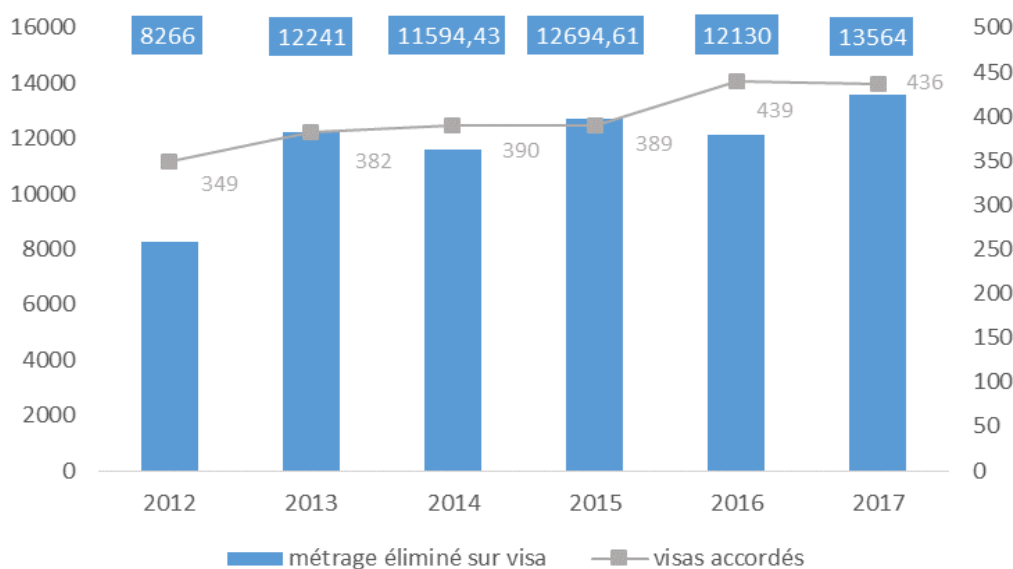
Trois groupes de travail ont par ailleurs été organisés entre Départements partenaires sur la personnalisation des éditions (2 réunions) et le redéveloppement des recherches thématiques.

3- CONTRÔLE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ET RECORDS MANAGEMENT

3.1. Éliminations

Le nombre de bordereaux d'élimination contrôlés est resté stable à un niveau élevé avec 436 bordereaux examinés et validés (439 en 2016). Le métrage total éliminé sur visa est quant à lui en forte augmentation à 13 562 ml (12 130 en 2016).

- 177 bordereaux pour les archives administratives, judiciaires et pénitentiaires, soit 11 769 ml éliminés.
- 259 bordereaux pour les archives communales et intercommunales, soit 1 795 ml éliminés.



Les éliminations les plus représentatives sont, comme en 2015 et 2016, celles de la Chambre régionale des Comptes d'Île-de-France avec 3 684,7 ml (3 310,92 ml en 2016), l'ensemble des services de la Direction départementale des Finances Publiques (DDFIP) avec 1 667,6 ml (1 371,9 ml en 2016) et les tribunaux avec 1 189,75 ml (1 539,05 ml en 2016). Pôle Emploi Île-de-France se signale également de nouveau avec 950 ml (979,5 ml en 2016).

La destruction d'environ 1 200 ml en 2016 pour la Caisse primaire d'assurances maladie (CPAM), qui était liée à l'inondation de documents par la crue de la Seine, ne s'est naturellement pas reproduite. Mais on peut relever cette année une élimination de 2 400 ml par la Caisse d'allocations familiales.

3.2. Inspections

3.2.1 Communes

Vingt-sept inspections et visites ont été réalisées dans les communes et les structures intercommunales en application du Code du Patrimoine : 14 dans des communes de moins de 2 000 habitants (Saint-Germain-sur-École, Boissettes, Champdeuil, La Brosse-Montceau, Voulx, Penchard, Féricy, Sivry-Courtry, Moisenay, Fontaine-le-Port, Machault, Épisy, Montarlot et Poincy), 12 dans des communes de plus de 2 000 habitants (Évry-Grégy-sur-

Yerres, Boissise-le-Roi, Saint-Soupplets, Vaires-sur-Marne, Noisiel, Brou-sur-Chantereine, Meaux, Moret-sur-Loing, Saint-Fargeau-Ponthierry, Écuelles, Veneux-les-Sablons et Saint-Mammès) et 1 dans un établissement public d'aménagement (EPAMarne/EPAFrance).



Mairie de Féricy

Le calendrier d'inspection de l'année 2018 a été établi dans la continuité de celui de 2017, avec pour objectif de répondre à l'évolution du territoire mais également d'augmenter le nombre d'inspections réalisées sur une année.

Enfin, le travail d'expertise et d'accompagnement mené par les Archives départementales auprès de la Communauté de communes des Portes Briardes entre Villes et Forêts dans le cadre d'un projet de mutualisation pour la gestion des archives entre la communauté de communes, Lésigny, Férolles-Attilly, Ozoir-la-Ferrière et Tournan-en-Brie s'est poursuivi tout au long de l'année. Ce travail passe par l'apport d'une connaissance métier, la participation à des réunions et des conseils sur les orientations à prendre pour une mutualisation réalisable. Au cours de l'année 2017, plusieurs scénarios de mutualisation ont été proposés, les Archives départementales en tant que référent aideront à la mise en place du choix retenu.

3.3. Visites et conseils

3.3.1. Les producteurs

L'accompagnement des services producteurs s'est traduit en 2016 par la réalisation de 4 visites, notamment liées à la volonté de la part de services producteurs de reprendre la question de l'archivage (Centre de détention de Melun, Direction des services départementaux de l'Éducation nationale).

Une vacation de trois mois financée par le Secrétariat général des services du Département a par ailleurs été réalisée pour traiter l'arriéré de documents accumulés à l'Hôtel du Département. Accompagnée et conseillée par le Service des archives administratives,

judiciaires et pénitentiaires, elle a permis de réaliser un versement d'arriéré de documents du Secrétariat général aux assemblées, et de préparer la réorganisation des locaux d'archivage.

Les Archives départementales ont par ailleurs été associées à l'étude préalable à l'élaboration d'un Schéma directeur immobilier pour le Département. La grille d'enquête adressée à l'ensemble des services départementaux a ainsi comporté un volet consacré aux archives, et la question de l'archivage papier comme numérique a pu être prise en compte dans les réunions de travail sur le dossier.

La formation « Gérer et archiver ses documents », mise en œuvre depuis 2016 par les Archives départementales à destination des services producteurs, a connu deux nouvelles sessions pour les maisons départementales des solidarités de Coulommiers et Provins.

Les neuf maisons départementales des solidarités qui restent à former devraient pouvoir bénéficier de cette action en 2018, avant que son public ne soit diversifié, avec d'autres services départementaux, mais aussi des services de l'État et des communes et intercommunalités.

3.3.2. Rencontre annuelle des archivistes communaux et intercommunaux

En raison de nombreux changements en cours dans les collectivités disposant d'un archiviste, la réunion des archivistes communaux et intercommunaux devrait se dérouler en début d'année 2018. Cette rencontre avec les professionnels des archives communales ou intercommunales et l'un des archivistes du Centre départemental de gestion permet de développer le réseau des archivistes du département, d'échanger sur les différents sujets d'actualités et sur des difficultés rencontrées par certains professionnels.

Pour l'année à venir, l'objectif est de présenter les nouveaux professionnels, d'aborder les sujets proposés par les archivistes communaux et d'échanger sur les problématiques qu'ils rencontrent au quotidien.

3.4. Records management papier et numérique

En matière de **gouvernance de l'information** pour l'ensemble des services du Département, 2017 peut être défini comme une année de transition, durant laquelle il n'y a pas eu le lancement d'un projet d'ensemble par la Direction générale des services, mais des projets convergents allant dans le bon sens : prise en charge de l'arriéré de documents à l'Hôtel du Département par le Secrétariat général, création de postes de records managers par la Direction générale adjointe des solidarités.

Une clarification des rôles a en outre été réalisée, avec le transfert du poste de chargée de mission records management qui existait aux Archives départementales depuis 2013, et la création d'une nouvelle mission records management auprès de la secrétaire générale de la Direction générale adjointe de l'administration et des ressources, qui devrait prendre la responsabilité de la gestion de l'information pour l'ensemble des services départementaux à partir de mars 2018.

Le chantier de mise à jour du **tableau de gestion** des archives de la Direction générale adjointe des solidarités a été poursuivi pour la fonction d'aide sociale à l'enfance et devrait aboutir à une version finalisée et validée en 2018.

Un projet de tableau de gestion pour la Direction interdépartementale de la police aux frontières est également à l'étude et a donné lieu à de nombreux échanges entre cette Direction et les Archives départementales.

Un tableau récapitulatif des documents produits par un centre hospitalier a enfin été élaboré par une étudiante en archivistique dans le cadre de son stage de master 2, mais nécessitera un travail spécifique d'adaptation à la réalité de la production de chaque centre hospitalier avant de pouvoir être proposé à une validation commune.

Le groupe « **Politique d'archivage de la direction des Archives départementales** » a poursuivi ses travaux en affinant les outils élaborés, en animant le réseau des référents archivage mis en place dans tous les services et en poursuivant l'implémentation du plan de classement pour les fichiers numériques. Un travail reste à faire pour assurer la protection des documents nécessaires dans le cadre d'un plan de continuité et reprise d'activité.

Le **suivi des projets de dématérialisation** a permis de participer au groupe de travail sur la dématérialisation des dossiers d'aide sociale générale (personnes âgées et personnes handicapées) à la direction de l'Autonomie (Direction générale adjointe des solidarités - DGAS) et de contribuer à l'élaboration du plan de classement du dossier avant intégration dans l'outil de GED (gestion électronique des documents). Ce projet a été mis en production dans la seconde moitié de l'année. En vue de préparer la dématérialisation des autres dossiers de l'action sociale, un premier rendez-vous de travail a été pris avec le service des établissements et du contrôle qualité : l'objectif était d'évoquer le projet avec le service et de détailler le contenu des dossiers. Ce travail devra se poursuivre en 2018.

La direction des Archives a également participé au premier comité d'orientation stratégique sur la dématérialisation du dossier de l'enfance. Ce projet, qui sera mené sur deux ans, a pour but de définir et de rationaliser le circuit du dossier (notamment entre le siège et les maisons départementales des solidarités) pour arriver à un dossier dématérialisé unique.

Il faut souligner la bonne collaboration avec la DGAS sur ces différents projets, pour lesquels les Archives départementales sont associées dès le début et peuvent exercer leur mission de contrôle.

Enfin, le travail mené avec la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) s'est également poursuivi concernant la dématérialisation du flux et du stock de dossiers individuels, mais n'a pas encore pu aboutir à un visa d'élimination par anticipation pour les dossiers originaux papier objets de la numérisation, faute d'une documentation suffisamment complète et précise du projet et du processus.

4- MISSIONS TERRITORIALES

4.1. Aide aux communes

La politique d'aide **aux communes pour la reliure et la restauration** de leurs archives s'est poursuivie en 2017 : 13 communes ont bénéficié de subventions. La somme globale des subventions attribuées s'élève à 6 000 euros (5 526 euros en 2016).

- Subventions pour la reliure et la restauration d'archives communales à hauteur de 50% (Communes de moins de 5 000 habitants) :

Canton	Commune	Pop	Coût total opérations retenues (HT) en €	Montant subvention proposée en €	Documents traités
Ferté-sous-Jouarre La	Etrépilly	853	1643,20	700	Reliure de 4 registres d'état civil (1863-1902)
Fontainebleau	Samois-sur-Seine	2181	3532,64	600	Reliure du cadastre de 1847
Nangis	Bombon	2420	580	290	Reliure et restauration de 3 registres d'état civil (1860-1872 ; 1933-1972)
Nangis	Mormant	4470	1443,50	722	Reliure et restauration de 2 registres d'état civil (1843-1852 ; 1863-1872)
Provins	Béton-Bazoches	825	306	153	Reliure et restauration d'1 registre paroissial (1508-1660)
Provins	Cessey-en-Montois	216	793	397	Reliure et restauration de 4 registres d'état civil (1860-1899)
Serris	Saint-Germain-sur-Morin	3605	958,18	400	Reliure et restauration de 2 registres d'état civil (1953-1972)
Torcy	Villevaudé	2050	1608,60	690	Reliure et restauration de 4 registres paroissiaux (1630-1644 ; 1659-1668 ; 1678-1692)
			Total	3952	

- Subventions pour la reliure et la restauration d'archives communales à hauteur de 15% (Communes de plus de 5 000 habitants) :

Canton	Commune	Pop	Coût total opérations retenues (HT) en €	Montant subvention proposée en €	Documents traités
Coulommiers	Coulommiers	14999	983,50	148	Reliure et restauration d'un registre paroissial (1785-1789)
Fontainebleau	Fontainebleau	15287	6709,20	500	Reliure et restauration de 20 registres paroissiaux (1709-1743)
Meaux	Meaux Nord et Sud	54024	6636,58	500	Reliure de 35 registres paroissiaux et d'état civil (1585-1952)

Canton	Commune	Pop	Coût total opérations retenues (HT) en €	Montant subvention proposée en €	Documents traités
Melun	Melun Nord et Sud	40491	5408	400	Reliure et restauration de 3 registres de délibérations (1703-1724 ; 1696-1698) ; 8 mercuriales (1822-1887) ; 2 liasses concernant les affaires militaires et la Garde nationale (1790-1870) ; 1 livre de détail spécial de l'octroi 1844 ; 2 liasses concernant les dépenses/recettes et les fournitures de travaux (1792-1854)
Provins	Provins	12601	9156	500	Reliure et restauration de 26 manuscrits du fonds Ithier du XVIII ^e siècle (106 à 128, 156, 158 à 159)
			Total	2048	

4.2. Aide aux associations

Le Conseil départemental subventionne et soutient les associations d'histoire et de généalogie de Seine-et-Marne. Elles sont actuellement 67, dont 4 ont leur siège hors département, soit qu'elles opèrent sur plusieurs départements ou bien à l'échelle nationale et mettent en valeur l'histoire départementale.

En 2017, les critères d'attribution de subventions ont été modifiés et l'aide aux projets et l'aide aux chantiers ont été fusionnées. Ces modifications ont été actées par vote de l'exécutif départemental en février 2017.

20 associations ont bénéficié de l'aide au fonctionnement, pour un montant total de **10 000 €** 7 associations ont présenté un ou deux projets et ont bénéficié d'une subvention, pour un montant total de **7 600 €** Au total, **17 600 €** ont donc été attribués à des associations d'histoire et de généalogie.

4.2.1. Aide au fonctionnement

Canton	Siège Social	Association	Subvention
CLAYE-SOUILLY	Claye-Souilly	Société d'Histoire de Claye-Souilly et de ses environs	300 €
	Chauconin-Neufmontiers	Association histoire et collection	320 €
COMBS-LA-VILLE	Brie-Comte-Robert	Association Généalogique de Brie-Comte-Robert	900 €
FONTAINEBLEAU	Bourron-Marlotte	Les Amis de Bourron-Marlotte	250 €
FONTENAY-TRESIGNY	Coubert	L'Orangerie de Coubert	500 €
	Solers	Club Histoire et Généalogie de Solers	800 €
	Fontenay-Trésigny	Cercle historique fontenaisien	800 €
MEAUX	Meaux	Cercle généalogique de la Brie	900 €
	Meaux	Société historique de Meaux et sa région	900 €

Canton	Siège Social	Association	Subvention
MITRY-MORY	Mitry-Mory	Les Amis du passé de Mitry-Mory	500 €
	Dammartin-en-Goële	Société d'Histoire et d'Archéologie de la Goële	300 €
MONTEREAU	Moret, Loing et Orvanne	Les Amis de Moret et de sa région	700 €
	Moret, Loing et Orvanne	A la recherche de nos ancêtres	280 €
NANGIS	Le Châtelet-en-Brie	Société d'histoire du Châtelet-en-Brie	300 €
	Valence-en-Brie	Histoire, Patrimoine et Environnement Valençois	300 €
NEMOURS	Villemaréchal	Association historique de Villemaréchal Boiroux	300 €
	Château-Landon	Histoire et Archéologie Château-Landon	200 €
PROVINS	Provins	Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Provins	900 €
SERRIS	Saint-Germain-sur-Morin	Office d'Action Culturelle - Groupe de Recherches Historiques et Archéologiques	200 €
HORS DEPARTEMENT	Gournay-sur-Marne	Société historique de Noisy-le-Grand, Gournay-sur-Marne, Champs-sur-Marne et Archéologique de Marne-la-Vallée	350 €

4.2.2. Aide aux projets

Canton	Siège social	Association	Projet(s)	Subvention
CLAYE-SOUILLY	Chauconin-Neufmontiers	Association histoire et collection	Reconstitution de la libération de Chauconin-Neufmontiers en 1944	800 €
FONTENAY-TRESIGNY	Fontenay-Trésigny	Cercle historique fontenaisien	Création d'un musée local dans les anciens bains-douches Organisation d'une fête médiévale à Fontenay-Trésigny (mise en valeur du patrimoine local par une reconstitution historique)	2 900 €
MEAUX	Meaux	Cercle généalogique de la Brie	Publication du tome 3 de l'ouvrage "Figures locales, illustres méconnus" sur les personnages plus ou moins célèbres nés ou ayant une ascendance en Seine-et-Marne	1 200 €
	Meaux	Société historique de Meaux et sa région	Fabrication et pose de plaques avec les noms anciens des rues de la vieille ville	1 000 €
MITRY-MORY	Dammartin-en-Goële	Société d'Histoire et d'Archéologie de la Goële	Organisation du colloque sur "Les grandes heures des comtes de Dammartin" (en partenariat avec l'Ecole nationale des chartes)	420 €
MONTEREAU	Moret, Loing et Orvanne	A la recherche de nos ancêtres (LARENA)	Préparation d'une exposition et de livrets sur les soldats de la Grande Guerre de la communauté de communes de Moret-Seine-Loing Achat de matériel de reliure pour la restauration des registres de la paroisse de Souppes-sur-Loing touchés par les inondations de 2016	280 €
PROVINS	Provins	Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Provins	Restauration et conditionnement d'aquarelles du XIX ^e et XX ^e siècles sur le thème de Provins pour une future exposition en partenariat avec la ville de Provins et le Musée de Provins et du Provenois	1 000 €

4.2.3. Journée de rencontre annuelle avec les associations

La 20^e rencontre avec les associations d'histoire et de généalogie a eu lieu le 29 novembre 2017 aux Archives départementales en présence de Patrick Septiers, vice-président du Conseil départemental de Seine-et-Marne, chargé de la culture et du patrimoine. Cet après-midi a réuni 30 personnes représentant 16 associations. La rencontre avait pour thème la jeunesse et a permis la présentation des travaux de l'association « Les jeunes et la généalogie » ainsi qu'une présentation de l'agrément « Jeunesse et éducation populaire » par une représentante de la Direction départementale interministérielle de la Cohésion Sociale. Plusieurs associations ont également eu l'occasion de présenter leurs publications ou travaux récents : l'association Esaube et la Société d'histoire de Meaux et de sa région ont ainsi présenté leur site internet.



20^e rencontre des associations, le 29 novembre 2017

5- ACTION SCIENTIFIQUE ET CULTURELLE

5.1. Accueil du public en salle de lecture, recherches et réutilisation

Les modalités d'accueil du public en salle de lecture n'ont pas changé depuis la réouverture du 6 octobre 2015 : ouverture au public de façon restreinte, deux jours par semaine, les mardis et mercredis. La procédure de consultation est basée sur un système de réservation obligatoire et un quota maximum de 3 documents originaux par lecteur et par jour. Les réservations s'effectuent obligatoirement une semaine à l'avance par mail, téléphone ou lors de la venue du lecteur en salle.

Le fonctionnement en place a un impact sur la fréquentation de la salle de lecture qui a reçu 646 lecteurs en 2017 contre 655 lecteurs en 2016, 579 en 2015 et 1038 en 2014 (année d'ouverture complète). On constate une certaine stabilité, avec la répartition suivante :

	2016	2017
Nouvelles inscriptions	312	295
Validations	343	351

En étendant l'étude de la fréquentation aux deux années antérieures et en calculant une moyenne des lecteurs accueillis selon le nombre annuel de jours d'ouverture on constate même une stabilité de la fréquentation depuis la crise sanitaire de 2015 :

	Nombre de lecteurs	Nombre de jours d'ouverture de la salle	Ratio de lecteurs par jour
2014	1038	235	4,41
2015 (crise sanitaire)	579	103	5,62
2016	655	100	6,55
2017	646	99	6,52

Le nombre de séances a, quant à lui, diminué puisque l'on passe de 1932 séances en 2016 à 1578 en 2017, soit une baisse de 18%.

Pour la tendance des **recherches**, il convient de noter que la proportion de la généalogie diminue – 26% en 2017 contre 31% en 2016 – et confirme la baisse relevée les années précédentes (près de 40% en 2015, et 35% en 2014).

Les recherches scientifiques et culturelles (thèses, recherches universitaires, publications, préparation d'exposition, etc.) restent stables : 19% des recherches contre 20% l'an passé.

De leur côté, les recherches à caractère administratif ou professionnelles sont en légère augmentation : 32% contre 30% en 2016.

La stabilisation du nouveau fonctionnement semble avoir amené les professionnels à prendre leurs marques et à compléter leurs visites en salle par une hausse des demandes par correspondance. La fonction juridique des archives prime, comme l'examen des demandes effectuées par correspondance permettra de le voir plus loin.

L'étude des différents **types de communications** permet de voir comment le système de réservation et l'ouverture restreinte ont un impact sur les usagers de la salle de lecture.

Le nombre total de documents communiqués en salle de lecture en 2017 est de 19 180 cotes contre 15 814 cotes en 2016.

- communications en salle de documents numériques : 15 256, soit une hausse de 22% par rapport à l'année précédente. Cette augmentation tient d'une part à l'accroissement des sources numériques qui se poursuit continuellement, d'autre part au fait que l'accès aux postes informatiques de la salle, contrairement aux documents originaux, est libre lors des jours d'ouverture.
- communications en salle de documents originaux : 3 924, chiffre stable par rapport à 2016 (4 001 documents). Si ce chiffre paraît moindre comparé à celui des documents numériques, on peut souligner de nouveau le fait qu'il porte sur le même nombre de jours d'ouverture entre les 2 années mais avec des quotas de documents réduits (3 documents contre 10 auparavant).

Les mouvements internes de documents originaux (pour répondre notamment aux recherches par correspondance) s'établissent quant à eux à 3 721, soit une diminution de 32% par rapport à 2016, peut-être due aux chantiers de dépoussiérage et de numérisation qui ont nécessité de repousser certaines recherches ou d'y répondre autrement.

Les différents espaces ouverts au public sont restés dans la même configuration. Ils sont toujours, à l'exception de l'espace des originaux, accessibles aux lecteurs librement et sans aucune restriction.

	2017	2016
Lecteurs ayant fait des consultations numériques	40%	33,43%
Lecteurs n'ayant fait que des consultations numériques	15%	14,05%
Part des consultations numériques dans l'ensemble des communications	80%	74,7%

La part globale des consultations numériques a atteint un maximum jamais égalé. Les mêmes raisons qu'invoquées précédemment sont sans doute en œuvre : d'une part l'élargissement de l'offre numérique accessible uniquement en salle mais non sur Internet ; d'autre part le libre accès de l'espace numérique au contraire de l'espace de consultation des originaux.

Il y a eu, en 2017, 1 demande de consultations faites sur dérogation aux délais légaux de communicabilité. Trois demandes n'ont pas abouti et ont été classées sans suite.

La salle de lecture a également assuré la réponse aux **demandes par correspondance** : 1 828 courriers de demande ont été traités au cours de l'année, ce qui représente une légère augmentation de 6,7% par rapport à 2016. Rappelons qu'en 2014, en fonctionnement normal, le nombre de courriers s'élevait à 1 568.

Sur l'année, les recherches de nature administrative, toujours majoritaires, prennent une place croissante : 75%, soit presque 10% de plus qu'en 2016. Le parti pris du service d'effectuer systématiquement les recherches pour faire valoir des droits explique ce chiffre.

Cette progression se poursuit donc, semblant confirmer l'hypothèse émise depuis la crise sanitaire : les professionnels font effectuer les recherches à distance du fait des

contraintes d'ouverture et de quota qui les obligent à revenir d'une semaine sur l'autre pour une même recherche. Le nombre de factures émises de 2014 à 2017 peut également témoigner de cette évolution, les critères de facturation n'ayant, pour leur part, pas changé :

	2015	2016	2017
Nombre de factures émises	126	181	206

Concernant les demandes présentées par des généalogistes amateurs, la pratique mise en place en 2013 perdure : toutes les demandes qui nécessitent la consultation de documents ne sont pas assurées, mais une vérification de l'accessibilité est toujours effectuée afin de pouvoir indiquer clairement aux demandeurs sous quelles conditions ils peuvent venir eux-mêmes consulter les documents, ou bien à qui s'adresser pour obtenir une aide intermédiaire.

Ces demandes, en général de l'ordre d'une trentaine par mois, sont néanmoins en augmentation avec des pics d'une quarantaine sur certains mois, et un total de 332 courriers. Cela représente 18% des demandes globales, soit environ 2% de moins qu'en 2016.

Les recherches scientifiques poursuivent en revanche leur baisse (131 courriers) et représentent 7% des demandes.

La difficulté d'accessibilité aux documents, du moins à un nombre important de documents (souvent nécessaire pour les recherches historiques ou universitaires), joue sans doute aussi un rôle important. Là où une recherche administrative/systématique peut s'envisager par correspondance, une recherche scientifique ne peut pas l'être, dirigeant l'attention des chercheurs sur des fonds situés dans d'autres centres d'archives et sur d'autres sujets.

Les demandes de réutilisation d'informations publiques sont au nombre de 44 pour 2017 (contre 19 en 2016 et 33 en 2015).

Les **échanges de microfilms** avec d'autres services d'Archives départementales se poursuivent toujours à petite échelle avec 1 demande traitée.

Les administrations adressent toujours leurs demandes de communications pour consulter dans leurs locaux certains de leurs dossiers. Ces **communications administratives** sont reçues par la salle et traitées par le service magasinage-conservation. Le nombre total de documents délivré est bien inférieur à celui de l'année passée : 66 en 2017 contre 218 en 2016.

L'année 2017 a également été marquée par le **changement de régime de réutilisation des informations publiques**, conformément à la loi du 28 décembre 2015, dite loi Valter, relative à la gratuité et aux modalités de réutilisation des informations du secteur public, et à la loi pour une République numérique du 7 octobre 2016, dite loi Lemaire.

Le choix a été fait, comme précédemment, d'adopter un régime avec redevance pour les réutilisations payantes avec licence. Les tarifs pour les réutilisations massives de fichiers numériques ont été revus selon les préconisations du Service interministériel des Archives de France. Les usagers qui réutilisent des informations gratuitement se voient quant à eux remettre un avertissement rappelant la législation en vigueur et les obligations de mentionner l'origine du document.

5.2. Politique handicap

Depuis 2012, les Archives départementales sont titulaires du Label Tourisme et Handicap pour chaque type de handicap : handicap visuel, handicap auditif, handicap moteur, handicap mental et psychique. Ce label étant attribué pour une durée de 4 ans, une demande de renouvellement a été formulée dans le courant de l'année 2017 mais par manque de relais en Seine-et-Marne, cette évaluation est reportée à l'année prochaine. L'autorisation d'utilisation de la marque Tourisme et Handicap n'a pas été suspendue et peut continuer jusqu'à la prochaine évaluation.

Dans le cadre de l'inscription des Archives départementales de Seine-et-Marne sur le site *Accessible.net*, un contrôle des contenus régulièrement postés sur le site a été effectué en août 2017 et n'a révélé aucun point négatif.

Des améliorations significatives ont été apportées en salle de lecture, dans l'auditorium ainsi que dans le hall :

- Modification de la signalétique de l'ensemble de la salle de lecture. Les panneaux indiquant les différents espaces sont ainsi tous identiques : fond bleu avec écriture minuscule blanche.
- Actualisation du plan simplifié à l'entrée de la salle de lecture.
- Suppression des pictogrammes en trop (« vestiaires », « interdiction de fumer »).
- Agrandissement des panneaux « caméra » pour qu'ils soient plus visibles.
- Réparation des deux bornes d'amplification du son en salle de lecture.
- Installation de deux tables réglables en hauteur.
- Installation d'un panneau « salle pédagogique ».
- Installation d'un pictogramme « boucle magnétique » sur la porte de l'auditorium et dans l'auditorium.
- Création et mise à disposition d'un registre public d'accessibilité suite à la publication de l'arrêté du 19 avril 2017.

Une formation sur « *l'accueil de personnes en situation de handicap* » a également été réalisée le 24 novembre 2017 par Lucie Bergont et Justine Queuniet à destination de l'ensemble des agents des Archives départementales.

5.3. Site Internet

En 2017, le site archives.seine-et-marne.fr a fait l'objet d'un suivi et de mises à jour régulières. Les personnes initiées à l'utilisation du gestionnaire de site *Sématic* sont les deux médiatrices pour l'ensemble du site.

5.2.1. Évolution du site

La **structure de navigation** du site n'a pas subi d'évolution cette année.

Les **Archives en ligne** se sont enrichies en 2017 de :

- 387 répertoires, 97 tables alphabétiques et 8 registres indicateurs, liés à la conservation des hypothèques de Meaux, soit 310 276 pages de documents.

- 28 registres d'état civil de 1905 à 1916, ayant atteint leur délai de diffusion complet l'état civil en ligne, soit 13 334 pages numérisées.
- 28 images numérisées liées au cadastre ou à la collection des cartes postales.

Total cumulé des **documents accessibles en ligne** fin 2017 :

Documents textuels	Nombre de pages
État civil	4 094 500
Recensements de population	244 086
Tables de succession et absences	45 848
Registres de formalités hypothécaires	310 276
Répertoires et registres de recensement militaire	213 923
Monographies communales	13 884
Total	4 922 517

Documents iconographiques	Nombre d'images
Cartes postales	20 461
Plans d'intendance	562
Plans du cadastre napoléonien	10 240
Estampes	2 150
Affiches	473
Dessins	32
Photographies	83
Manuscrits décorés	672
Total	34 673

5.2.2. Fréquentation du site

Dans un souci de clarté, seules les informations concernant les 3 dernières années sont ici précisées. L'analyse de la fréquentation du site distingue celle de la consultation des documents d'archives d'une part et celle des contenus éditoriaux d'autre part.

Consultation des documents numérisés en ligne (sur plate-forme Archimaine)

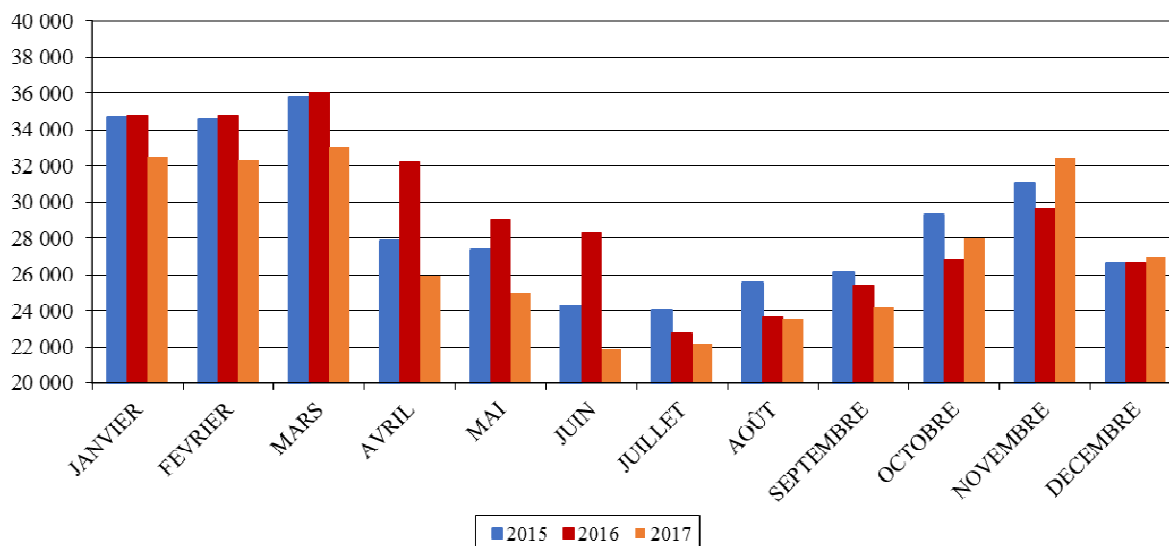
Depuis le changement de visualiseur des archives en ligne en juin 2016, les chiffres de fréquentation sont indisponibles. Il est par ailleurs impossible d'obtenir le nombre de connexions établies depuis la partie éditoriale du site vers les documents en ligne sur les pages <http://archives.archinoe.com/cg77> ou <http://archives.archinoe.fr/cg77> ; tout comme il est impossible de connaître le nombre de connexions provenant du site <http://www.culture.fr/grandmemorial/>.

Consultation de la partie éditoriale du site Internet

Pour l'année 2017, la fréquentation globale du site lui-même s'établit à 328 023 visites, effectuées par 146 927 visiteurs, qui ont vu 764 649 pages. Toutefois, l'intérêt des internautes reste marqué : le nombre moyen de pages par connexion reste stable (2,33 pages/visite en 2017, contre 2,32 en 2016 et 2,33 en 2015), le temps moyen passé sur le site n'a jamais été aussi élevé (3 minutes en moyenne) et comme l'an passé, la part des « returning visitors » représente toujours plus de la moitié des visites (55%).

Partie éditoriale	Nombre de visites	Évolution (vis-à-vis de l'année précédente)	Nombre de visiteurs	Évolution (vis-à-vis de l'année précédente)	Nombre de pages vues	Évolution (vis-à-vis de l'année précédente)
Total 2017	328 023	-6,26 %	170 073	-2,12%	764 649	-5,83%
Total 2016	349 941	+0,77%	173 759	-0,50%	811 991	+0,50%
Total 2015	347 272	-3,88%	174 629	-2,39%	807 919	-6,18%

Connexions à la partie éditoriale (Source : Google Analytics)



Les fluctuations de la fréquentation suivent le même mouvement chaque année, indépendamment des contenus publiés.

Les caractéristiques de fréquentation notées depuis l'ouverture du site se maintiennent. Les internautes se connectent principalement de France métropolitaine (94,68%) – notamment d'Île-de-France – mais aussi de 155 autres pays (part inférieure à 0,6% par pays). L'outil d'analyse *Google Analytics* ne permet pas de quantifier la part précise que représente le public seine-et-marnais, car l'indication géographique correspond au lieu de connexion des fournisseurs d'accès et non à celui d'habitation des internautes. L'accès au site s'effectue principalement sur ordinateur (89,58% des visites). Toutefois la part des consultations sur smartphones et tablettes progresse : 7,14 % en 2015, 8,57% en 2016, elles représentent 10,43% en 2017. Comme les années précédentes, les internautes recherchent en priorité la consultation des archives en ligne (6 des 10 pages les plus consultées du site concernent les archives numérisées, soit 61,63% au total), l'accès au site, des informations pratiques sur la salle de lecture des Archives, présentes dans la rubrique « Archives 77 », et des outils de recherche.

335 courriels ont été reçus par le webmestre de la part des internautes (soit 28 courriels par mois en moyenne). Ce nombre est en baisse de 30% vis-à-vis du nombre de courriels reçus en 2016 et se situe en dessous de la moyenne des années précédentes (entre 400 et 450 courriels par an depuis 2014). Les internautes ont le plus sollicité le webmaster en novembre et décembre (47 et 44 courriels). Cela s'explique en raison de modifications du visualiseur des archives en ligne. Celles-ci ont provoqué plusieurs pannes d'accès aux archives en ligne et l'obligation pour les internautes de recourir à des navigateurs précis qu'il a été nécessaire de

leur indiquer (Internet Explorer 11 et Firefox). Par ailleurs, comme chaque année, les questions posées portent en majorité sur la consultation des archives en ligne (mode d'emploi, absence d'archives en ligne, problèmes de lacunes, etc.).

Fréquentation de la page Facebook

Au-delà de ces compléments et enrichissements, les Archives départementales communiquent sur la page Facebook « Archives77 », mise en place en 2011. La part des visiteurs du site apportés par Facebook est quasiment nulle (25 connexions), ce qui tend à montrer qu'aujourd'hui Facebook n'est pas seulement un relais du site, mais un canal de communication à part entière. Elle est moins importante que l'an passé (2% en 2015), pourtant, le nombre d'abonnés à la page est passé de 678 en 2016 à 779 en 2017.

5.3. Public scolaire

En 2017, **16 090 élèves** ont bénéficié des actions de médiation des Archives départementales dont 4 525 primaires, **9 455 collégiens**, 2 099 lycéens et 11 élèves de BTS.

Ce chiffre comporte néanmoins des approximations, impossibles à éviter à partir des données transmises par les établissements scolaires. Il représente une augmentation de 52% par rapport à 2016 (7 852 élèves touchés), dépassant même le niveau de 2015 (14 718 élèves). Cette augmentation significative s'explique par le nombre important de prêts de malles et d'expositions itinérantes, notamment sur le thème des deux guerres mondiales, ainsi que par le nombre élevé d'élèves accueillis sur site en atelier.

La communication relative aux activités éducatives et leur promotion reposent essentiellement sur le site Internet des Archives départementales, sur d'autres sites Internet partenaires (Espace Collèges, CRDP, Rectorat, etc.) et sur l'animation de stages et de journées académiques par le professeur-relais et les médiatrices.

5.3.1. Les ateliers pédagogiques

Les ateliers pédagogiques développent des thèmes historiques à partir de l'étude de documents, avec une forte participation des élèves. Animés par un médiateur culturel, ils se déroulent aux Archives départementales. Dix ateliers sont proposés, qui peuvent concerner tous les niveaux scolaires du cycle 3 aux études supérieures :

- *Les Sceaux dans l'histoire* : présentation des sceaux médiévaux.
- *Au pied de la lettre* : découverte des enluminures.
- *Du jardin médiéval au jardin à l'anglaise* : l'art des jardins.
- *Construire la ville* : l'urbanisme en Seine-et-Marne au XX^e siècle.
- *Bienvenue aux Archives* : présentation d'ensemble, chronologique et typologique, des documents conservés aux Archives départementales.
- *Bienvenue aux Archives 14/18* : présentation de documents liés à la Grande Guerre.
- *Bienvenue aux Archives 39/45* : présentation de documents liés à la Seconde guerre mondiale.
- *La gravure au service de l'image (XV^e-XVIII^e siècle)* : présentation des techniques de l'estampe aux Temps Modernes et valorisation des estampes conservées aux Archives départementales.

- *Seine-et-Marnais d'ici et d'ailleurs* : permet d'appréhender les mécanismes de l'immigration à travers des documents d'archives. L'histoire de l'immigration est ainsi abordée à travers l'exemple de la Seine-et-Marne.
- *C'est dans la boîte : les métiers des archives* : permet de découvrir les métiers liés aux archives à l'aide de jeux, de documents et d'objets utilisés au quotidien dans un service d'archives. Cet atelier, en lien avec le travail sur l'orientation des élèves, vise à leur faire découvrir des métiers du secteur culturel, du magasinier au conservateur, en passant par la secrétaire ou la comptable.

À noter également la création d'un nouvel atelier intitulé « *Aux sources du Moyen Âge* » dans le cadre d'un partenariat avec le château de Blandy-les-Tours. Ce partenariat a été mis en place au mois de septembre. La proximité géographique entre cette place forte médiévale et ce lieu de conservation de la mémoire seine-et-marnaise invite tout naturellement à les mettre en rapport. Sur une journée, les élèves du cycle 2 (uniquement à partir du CE2), cycle 3, 4 ainsi que les lycéens découvrent deux sites qui constituent deux sources complémentaires pour apprendre concrètement une partie de l'histoire du Moyen Âge.

Statistiques de réservation

Les statistiques suivantes prennent en compte les **81 ateliers** menés du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017. Ces chiffres marquent une hausse importante vis-à-vis de l'an passé, qui s'explique par une meilleure prise en compte de l'existence d'ateliers pédagogiques au sein des Archives départementales. Cette augmentation est également favorisée par l'existence de deux salles pédagogiques qui permettent l'accueil simultané de deux classes (et donc la mutualisation d'un bus pour les établissements scolaires) ainsi que par la possibilité offerte aux classes de visiter le bâtiment des Archives.

Nombre d'ateliers par niveau

	Primaire	Collège	Lycée	Sup.	IME	TOTAL
Bienvenue	4	6	1	1 (BTS)	2	14
Au pied de la lettre	9	3	0	0	2	14
Les sceaux	12	2	0	0	2	16
Les jardins	2	0	0	0	0	2
14-18	2	13	1	0	2	18
39-45	2	6	0	0	2	10
Construire la ville	1	0	0	0	1	2
Seine-et-Marnais d'ici et d'ailleurs	0	0	0	0	0	0
Gravure	2	0	0	0	0	2
Métiers	0	0	0	0	0	0
Aux sources du Moyen Âge	2	0	0	0	0	2
Généalogie (Noël des enfants)	1	0	0	0	0	1
TOTAL	37	30	2	1	11	81

Nombre de classes ayant assisté à un atelier par niveau

(les classes multi-niveaux ont été comptabilisées deux fois)

CP : 1 (Noël des enfants)	6 ^e : 1	2 nd e : 0	IME : 11
CE1 : 5	5 ^e : 8	1 ^{re} : 2	SEGPA : 3
CE2 : 8	4 ^e : 5	Terminale : 0	BTS : 1
CM1 : 21	3 ^e : 16		
CM2 : 7			

Nombre d'élèves par atelier et par niveau

	Primaire	Collège	Lycée	Sup.	IME	TOTAL
Bienvenue	102	155	12	11	25	305
Au pied de la lettre	227	82	0	0	25	334
Les sceaux	304	58	0	0	25	387
Les jardins	54	0	0	0	0	54
14-18	55	296	28	0	25	404
39-45	55	152	0	0	25	232
Construire la ville	19	0	0	0	15	34
Seine-et-Marnais d'ici et d'ailleurs	0	0	0	0	0	0
Gravure	52	0	0	0	0	52
Métiers	0	0	0	0	0	0
Aux sources du Moyen Age	57	0	0	0	0	57
Généalogie	9	0	0	0	0	9
TOTAL	934	743	40	11	140	1868

Les établissements primaires restent le principal public des ateliers pédagogiques (50%). Toutefois, la part de collégiens est également très importante (39,8%). À noter également la venue de 11 groupes de l'IME l'Envolée de Dammarie-lès-Lys, de 3 classes de 3^e SEGPA ainsi que d'une classe de BTS.

Les ateliers les plus demandés sont « *Bienvenue aux Archives, spécial Grande Guerre* », « *Au pied de la lettre* », « *Sceaux* » et « *Bienvenue aux Archives* ». À noter que l'atelier « *Bienvenue aux Archives – spécial Seconde Guerre mondiale* » a été également très demandé cette année.

Enfin, 10 interventions ont été réalisées dans le cadre de Projets Éducatifs 77 : 3 classes de 5^e et 7 classes de 3^e dont une SEGPA, soit un total de 263 élèves. La thématique de la première guerre mondiale est celle pour laquelle les Archives départementales ont été le plus sollicitées (9 interventions).

5.3.2. Les ateliers « famille »

En application du Projet Scientifique et Culturel, le service des Publics propose depuis la rentrée scolaire de 2015 des animations pour les particuliers durant les vacances d'automne, d'hiver et de printemps. En 2017, 7 animations ont été proposées et ont attiré 45 personnes (20 adultes et 25 enfants). L'expérience est positive et se poursuivra en 2018.

5.3.3. Les malles pédagogiques et les expositions itinérantes

Les 19 malles pédagogiques et expositions itinérantes constituent un autre moyen d'aborder des thèmes patrimoniaux, à l'aide de documents, d'activités pédagogiques et ludiques. Ces outils sont mis à la disposition des établissements scolaires gratuitement pour deux semaines. Le nombre de prêts de malles (21) et d'expositions (51), dont 13 prêts destinés à d'autres publics que le public scolaire, a connu une forte hausse, revenant au niveau de 2015 (37 prêts en 2016 contre 78 prêts pour 2015) et a touché un nombre d'élèves nettement plus important (**11 605** contre 4414 en 2016, soit une hausse de 62%).

<u>Malles</u>	Prêts 2016	Prêts 2017		
		Primaire	Collège	Lycée
<u>Au pied de la lettre</u>	5	4	5	1
<u>Sceaux Nord et Sud</u>	6	4	3	
<u>Médiéjeu 77</u>	-			
<u>Habitat Rural</u>	-	1	1	
<u>Métiers des Villes, métiers des Champs</u>	2			
Sous-Total		9	9	1
Total	13	19		

<u>Expositions itinérantes</u>	2016	Primaires 2017	Collèges 2017	Lycées 2017
Des fruits et des hommes	1	1	1	
Les Légumes dans tous leurs états	2	1	3	
La France des Capétiens 1789	-			
<u>Exposition 14/18</u>	4		3	1
<u>Affiches de guerre 1914-1918</u>	5	2	8	3
<u>39-45, c'était comment la guerre</u>	2		3	1
<u>Affiches 39/45</u>	-			2
<u>Affiches Guerre d'Espagne</u>	2			1
Édit de Nantes	1			
<u>Théâtre du temps</u>	-		2	
Préfets	-			
Calligraphie, la beauté d'écrire	3	3	3	
<u>Le temps des roses</u>	1			
<u>Des machines et des hommes : l'industrialisation en Seine-et-Marne</u>	3		2	
Sous-total		7	25	8
Total	24	40		

Les malles et expositions signalées par une écriture bleue sont des créations de la Direction, les autres sont des acquisitions.

Compte tenu des commémorations liées à la première guerre mondiale, les expositions « *Affiches de guerre 1914/1918* » et « *1914/ 1918* » ont, cette année encore, été les plus demandées.

Les expositions itinérantes sont également empruntées par des mairies, associations ou encore bibliothèques à destination d'un public adulte. **1 943** personnes ont ainsi bénéficié en 2016 des expositions et malles pédagogiques.

À titre d'exemple, l'exposition « *La calligraphie, la beauté d'écrire* » a été empruntée par le centre de réadaptation professionnelle et de formation de Nanteau-sur-Lunain. L'exposition « *Le temps des roses* » a été prêtée aux Archives nationales (site de Paris) pendant près de deux mois. La malle pédagogique « *Métiers des villes, métiers des champs* » a été empruntée par la médiathèque L'Île aux trésors de Brie-Comte-Robert.

5.3.4. L'exposition itinérante du « Mobil'Histoire77 »



Le *Mobil'Histoire* (ancien *Muséobus*) est un outil pédagogique qui présente une exposition itinérante sur une durée de cinq ans en moyenne. Plus particulièrement destiné aux collégiens, il permet d'aborder un thème historique, en relation avec le programme scolaire, sous un éclairage local, grâce à des reproductions de documents conservés aux Archives départementales, mis en contexte et interprétés dans des panneaux didactiques.

Le véhicule est mis gratuitement à la disposition des établissements scolaires pour une semaine, pendant laquelle la visite se fait par l'enseignant seul avec ses élèves, avec un questionnaire à l'appui.

Le *Mobil'Histoire* a entamé à la rentrée 2017 sa troisième année scolaire avec l'exposition « *Nous, les Seine-et-Marnais. Histoires d'une population en mouvement* » qui présente l'histoire des Seine-et-Marnais de la création du département en 1790 à nos jours.

En 2017, le *Mobil'Histoire* a accueilli environ **2 769** élèves dont 1 119 primaires, 605 collégiens et 1 045 lycéens. Il est à noter une augmentation de près de 26 % du nombre d'élèves accueillis (2 060 en 2016 et, pour rappel, 1 563 en 2015). La promotion autour de l'exposition n'y est sans doute pas étrangère ainsi que le thème de l'exposition, qui peut être abordé autant dans le primaire que dans le secondaire.

Communes	Établissements	Dates	Nombre d'élèves
Vulaines-sur-Seine	École primaire	30/01 au 03/02/2017	90
Roissy-en-Brie	Lycée Charles le Chauve	06/03 au 10/03/2017	65
Villes-Saint-Jacques	École primaire	13/03 au 17/03/2017	147
Villenoy	École primaire	20/03 au 24/03/2017	230
Poigny	École primaire	02/05 au 05/05/2017	75
Chailly-en-Brie	Lycée agricole la Bretonnière	15/05 au 19/05/2017	467
Provins	Lycée Thibaut de Champagne	22/05 au 24/05/2017	327
Pontault-Combault	Collège Condorcet	29/05 au 02/06/2017	216
Melun	Collège Frédéric Chopin	05/06 au 09/06/2017	52
Amillis	École primaire	12/06 au 16/06/2017	50
Vinantes	Médiathèque (écoles)	19/06 au 23/06/2017	217
Pontault-Combault	Collège Monthéty	26/06 au 30/06/2017	60
Villeneuve-le-Comte	Médiathèque (écoles)	03/07 au 07/07/2017	230
Saint-Pierre-les-Nemours	École primaire (mairie)	18/09 au 22/09/2017	80
Le-Mée-sur-Seine	Lycée Georges Sand	25/09 au 29/09/2017	186
Faremoutiers	Collège Louise Michel	04/12 au 08/12/2017	277
Total			2769

L'exposition peut aussi être visitée hors temps scolaire : durant les vacances scolaires, associations, bibliothèques, centres aérés, maisons de retraite peuvent demander le prêt du véhicule. Le responsable du véhicule forme alors les bénévoles qui prennent en charge le *Mobil'Histoire*.

AUTRES PUBLICS			
Le Mée-sur-Seine	Médiathèque départementale	02 au 06/01/2017	35
Saint-Pathus	Mairie	20/02 au 03/03/2017	1242
Grisy-Suisnes	Bibliothèque Mille pages	27/03 au 31/03/2017	33
Vaux-le-Pénil	Bibliothèque de l'Arcature	18/04 au 21/04/2017	96
Saint-Pierre-les-Nemours	Mairie	18/09 au 22/09/2017	160
Nemours	Forum d'associations d'histoire	30/09 au 01/10/2017	200
Blois	Rendez-vous de l'Histoire	06/10 au 08/10/2017	422
TOTAL			2188

Au total, le *Mobil'Histoire* a été visité par **4 957** personnes au cours de l'année 2017 (3 381 en 2016 et 2 114 en 2015).

À noter cette année encore, le succès de la participation aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois avec plus de 400 visiteurs dans l'exposition.

5.3.6. Le Professeur relais

Les professeurs relais sont des enseignants nommés par le Rectorat auprès des services éducatifs d'institutions culturelles, pour une année renouvelable. Ils dépendent de la délégation académique à l'éducation artistique et à l'action culturelle (DAAC). Ils sont en outre chargés d'aider à la mise en place d'un *parcours d'éducation artistique et culturelle* (PEAC) de l'élève. Les Archives départementales de Seine-et-Marne bénéficient d'une telle mise à disposition à raison de six heures par semaine. Le professeur-relais travaille en étroite collaboration avec l'équipe du pôle médiation. Depuis le 1^{er} septembre 2012 la fonction est assurée par Olivier Plancke, professeur agrégé d'histoire-géographie au lycée Uruguay-France d'Avon.

D'après sa lettre de mission, son rôle consiste à :

- ✓ Informer le milieu scolaire des activités et des ressources proposées par l'institution culturelle et promouvoir sa fréquentation par les enseignants et leurs élèves. À ce titre, il utilise les sites Internet académiques (délégation académique à l'éducation artistique et à l'action culturelle, sites disciplinaires des inspections académiques), ou intervient directement auprès des établissements. Une lettre d'information récapitulant l'ensemble des activités proposées par le pôle médiation a été distribuée à tous les professeurs d'histoire-géographie de l'Académie de Créteil en juin 2017 par l'intermédiaire de la liste de diffusion de l'inspection pédagogique régionale d'histoire-géographie.
- ✓ Concevoir et mettre en place un programme d'activités culturelles adapté au public scolaire et utile à la mise en œuvre des projets formulés par les professeurs dans le cadre des programmes d'enseignement ou de l'accompagnement éducatif. Cette année, le professeur-relais a organisé en décembre 2017 une rencontre académique autour de la préparation du Concours national de la Résistance et de la Déportation. Il correspond également avec les enseignants en vue de leur donner des conseils et de les renseigner sur

certaines recherches dans les fonds d'archives. Il fournit ainsi à distance des documents destinés à la construction de séquences pédagogiques liées à la Seine-et-Marne.

- ✓ Contribuer à la conception et à la mise en œuvre des actions de formation initiale et continue à l'intention des enseignants du premier et du second degré dans le cadre des formations disciplinaires et interdisciplinaires, en concertation avec les autorités compétentes, qu'il s'agisse des services rectoraux ou des universités. Il a ainsi participé, à la 5^e université d'été du Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux en juillet 2017. Il a, avec Lucie Bergont médiatrice culturelle, présenté les ressources des Archives départementales lors d'une communication sur « la lassitude au front et à l'arrière à travers les documents des Archives départementales de Seine-et-Marne ». Le professeur-relais a de la même manière présenté les ressources des Archives départementales à des enseignants de l'Académie de Créteil à l'occasion d'un stage intitulé « enseigner les deux guerres mondiales avec les ressources locales » en décembre 2017 à Meaux.
- ✓ Produire et mettre à disposition des ressources pédagogiques : documents, dossiers thématiques en lien avec les programmes d'enseignement, mallettes pédagogiques, expositions itinérantes, etc. Il a sélectionné dans les fonds des documents qui ont été numérisés et mis en ligne sur le thème « La négation de l'Homme dans l'univers concentrationnaire nazi » destiné aux élèves et aux enseignants participant au Concours national de la Résistance et de la Déportation 2017.

5.4. Conférences et interventions extérieures

5.4.1. Les deux cycles de conférences



Le cycle des « Rendez-vous du mardi » de la saison 2016-2017, intitulé « *Cinéma en Seine-et-Marne* » s'est poursuivi avec :

- *Musidora*, par Yvon Dupart
- *Jean Renoir, réalisateur, scénariste et cinéaste aux armées* par Stéphane Launey
- *Si Fontainebleau m'était filmé, cent ans de cinéma* par Jean-Jacques Jelot-Blanc

141 personnes ont assisté à ces conférences.

Le cycle des « Rendez-vous du mardi » de la saison 2017-2018, a été consacré à un thème inédit : « *Les animaux en Seine-et-Marne* » :





Dent de mammoth apportée par Laetitia Demay

- *Les relations homme-animal durant la préhistoire* par Laetitia Demay
- *Les animaux dans la Grande Guerre : ces héros oubliés* par Jean-Michel Derex
- *Présentation de l'ouvrage « Anes et âneries »* par Pierre Poma et Jean-François Rigny

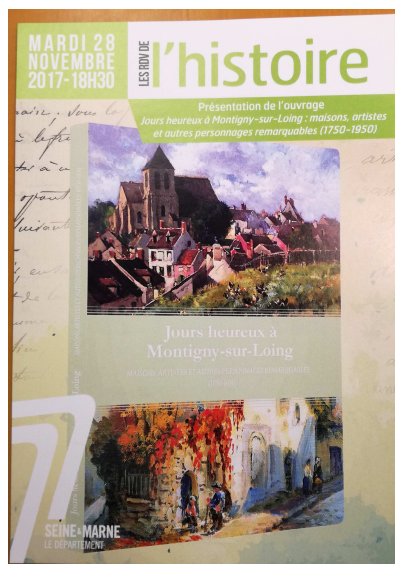
182 personnes ont assisté à ces conférences.

Le second cycle de conférences, inauguré en 2015, les « **Rendez-vous de l'Histoire** » met à l'honneur des auteurs et historiens et leurs derniers ouvrages ou travaux publiés liés à l'histoire de la Seine-et-Marne et aux documents conservés aux Archives départementales. Il permet d'attirer un nouveau public et de diversifier les sujets. En 2017 ont été présentés les ouvrages suivants :

- *Portraits de Mallarmé de Manet à Picasso*, par Hervé Joubeaux, conservateur du musée Mallarmé.
- *Le père Jacques : carme, éducateur, résistant*, par Alexis Neviaski.
- *Valence-en-Brie et sa maison hantée* par Danielle Bullo.
- *Des savants pour protéger la nature* par Rémi Luglia.
- *Jours heureux à Montigny-sur-Loing* par l'Association de sauvegarde de Montigny et ses environs.

187 personnes ont assisté à ces conférences.

La participation totale aux conférences de 2017 s'élève donc à **510** personnes. Il faut également rappeler que depuis le cycle 2010/2011, un partenariat avec la Médiathèque de Meaux double les conférences des « Rendez-vous du mardi » par une seconde séance tenue à Meaux. Ce partenariat permet au public du nord du département de profiter plus facilement de cette programmation.



La communication autour des Rendez-vous du Mardi s'effectue systématiquement à travers plusieurs supports :

- un dépliant de présentation édité à environ 2700 exemplaires, envoyé par courrier (avec des listes de diffusion ciblées comme certains particuliers, certains organismes et certaines communes), par courriel, par courrier interne pour les élus du Conseil départemental et mis à disposition dans le hall et la salle de lecture des Archives départementales ainsi que dans le hall du Conseil départemental ;
- une actualité sur le site Internet et la page Facebook des Archives départementales, dans les pages « Sortir » du site Internet du Conseil départemental de Seine-et-Marne et sur sa page Facebook « Sortir », sur le site Accessible.net, sur le site Intranet « Sésame » ;
- une brève dans « Seine-et-Marne magazine », et parfois dans le « Lys'mag », magazine de la ville de Dammarie.

5.4.2. Interventions extérieures et *in situ*

Les interventions de l'équipe de la médiation et de la salle de lecture en 2017 ont été les suivantes :

- 4/5 février 2017 : tenue d'un stand au salon de généalogie de Brie-Comte-Robert.
- 23 mars 2017 : accueil d'un groupe de 23 membres d'une association de généalogie pour un atelier d'initiation à la généalogie.
- 7 avril 2017 : participation au rallye citoyen Educap City : point d'étape dans un circuit organisé par la ville de Dammarie-lès-Lys.
- 23 mai 2017 : accueil d'un groupe de 24 professeurs documentalistes pour présentation des ressources pédagogiques.
- 9 juin 2017 : participation à la journée internationale des Archives : portes ouvertes aux autres directions du Département.
- 8 juillet 2017 : intervention à l'Université d'été du Musée de Meaux sur le thème du « corps en guerre » (médiatrice et professeur relais).

- 16 septembre 2017 : Journées Européennes du Patrimoine : visites guidées des Archives départementales durant l'après-midi (10h à 17h) et visites libres du Mobil'Histoire77.
- 30 septembre-01 octobre 2017 : participation au forum des associations d'histoire du sud Seine-et-Marne à Nemours : visites libres du Mobil'Histoire77 et présentation du site internet des Archives départementales.
- 5 au 8 octobre 2017 : présentation de l'exposition du Mobil'Histoire77 lors des Rendez-Vous de l'Histoire de Blois (ainsi que de l'exposition « Des machines et des hommes »).
- 6 décembre 2017 : rencontre académique spéciale Concours National de la Résistance et de la Déportation.

Les deux médiatrices font partie du dispositif « Passion Métiers » piloté par la Direction générale adjointe Éducation, Culture, Tourisme, Jeunesse et Sports (DGAE). Elles ont réalisé dans ce cadre 5 demi-journées d'interventions auprès des établissements suivants :

- Collège Arthur Rimbaud (Nemours)
- Collège Denecourt (Bois-le-Roi)
- Collège Jean de la Fontaine (Mée-sur-Seine)
- Collège des Cités Unies (Combs-la-Ville)
- Cité des métiers (Emerainville)

La valorisation des archives passe également par une formation en **paléographie**. En septembre 2016, il a été proposé deux niveaux : débutant et intermédiaire. Ces deux cours ont été maintenus en septembre 2017. Les cours sont assurés par les deux sous-directrices. Le cycle 2016-2017 a regroupé 4 élèves de niveau débutant et 14 élèves de niveau intermédiaire/avancé. Le cycle 2017-2018 regroupe 12 élèves de niveau débutant et 14 élèves de niveau intermédiaire/avancé.

La sous-directrice du secteur « Conservation et collections » a par ailleurs assuré une formation d'une journée aux élèves du master « Gestion de l'archivage » de l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines concernant la thématique « Évaluation et sélection ».

PERSPECTIVES 2018

La réorganisation effective de 2017 a mis l'accent sur les moyens propres à recentrer les Archives départementales sur leurs missions prioritaires : collecte et traitement des collections.

L'année 2018 doit développer les points majeurs qui ont été ébauchés mais n'ont pas abouti ou sont régulièrement évoqués sans que les projets deviennent effectifs. La plupart impliquent des co-constructions de projets avec d'autres directions départementales (DSI et DABC en particulier) mais aussi pour la collecte, tous les producteurs départementaux et ceux du secteur de l'État.

I. Collecte et traitement

1. La remise à niveau du **secteur des archives administratives**, véritable moteur des Archives départementales en termes de collecte et de traitement (stabilisation et professionnalisation des effectifs, pilotage et définition des axes de priorité, suivi des versements, tableau des producteurs, traitements et éliminations).

Cette remise à niveau intervient dans un contexte de réflexion nationale engagée sur la définition des « archives essentielles » suite au rapport de Mme Nougaret intitulé « *Une stratégie nationale pour la collecte et l'accès aux archives publiques à l'ère numérique* » (24 mars 2017). Les préconisations qui seront formulées par le Ministère après examen des débats et propositions collectives des archivistes et des historiens devraient permettre de statuer sur le « socle commun » à mettre en œuvre, au niveau départemental et au niveau régional. A cet égard, le dialogue engagé avec les archives départementales de l'ensemble de l'Ile-de-France est un atout à entretenir.

2. La création d'un **Système d'archivage électronique intermédiaire** (pour le Département SAEI) selon les préconisations du rapport Olkoa du 9 décembre 2013.

Ces préconisations doivent permettre de mettre en sécurité les documents électroniques du Département qui engagent la collectivité ou qui lui donnent un droit. Cette sécurisation des documents est assurée par le respect des 3 exigences définies avec la norme NF Z42-013 pour la pérennité, l'intégrité et la sécurité des documents.

En parallèle, le **Système d'archivage électronique historique** (SAEH) des Archives doit leur permettre de collecter, conserver et communiquer les données du Département ou de l'Etat, désormais nativement électroniques comme la matrice cadastrale transférée en 2015 pour la première fois sous cette forme et qui ne peut à ce jour être restituée aux chercheurs en raison du fonctionnement de VisuMatrice. Ces données devront par ailleurs être rapidement pérennisées avec un SAEH.

Un tel projet a déjà été présenté en 2014 et 2015 dans le cadre du schéma départemental informatique et doit trouver sa traduction concrète.

La réorganisation de la DSI et sa fusion avec la DIE, prévues en juin 2018, devraient permettre de redéfinir la fonction numérique, le rôle et le pilotage de chacun et en particulier de prendre en compte les attentes spécifiques des Archives départementales et de leur mission SIA/SAE (outils et serveurs, logiciels, dématérialisation, gestion et conservation des fichiers et des flux).

3. Le **Records management** et l'implication du Département dans la bonne gestion de ses archives courantes.

Le nouvel ancrage de cette mission dans la politique administrative du Département avec un rattachement à la DGAR et son développement à l'échelle des services seront un gage de réussite pour la sécurisation et la restitution des documents produits mais aussi pour la bonne gestion des espaces de la collectivité. Les Archives départementales resteront attentives à l'application des préconisations permettant l'archivage à terme des archives considérées comme historiques (papier ou électroniques).

II. Conservation et bâtiment

1. La rénovation de la centrale de traitement d'air et l'extension future du bâtiment

Le projet de marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour une étude de scénarios, lancé en 2016 par la DABC, n'ayant pas abouti, le projet a été relancé fin 2017 avec ce double objectif et pour tenir compte de deux facteurs principaux :

- Les coûts de déménagement temporaire des collections, dans les conditions de conservation requises.
- L'impact sur la communication des archives durant ces travaux.

Des préconisations financières et un calendrier des opérations, issus de l'AMO, devraient permettre une validation par les élus courant 2018.

2. La préservation des collections avec le suivi régulier des magasins et la mise en œuvre du plan d'urgence (en liaison avec la mairie de Dammarie-lès-Lys et les autorités de sécurité (police, pompiers)).



Le fonds de l'hôpital de Melun en salle de tri

III. Communication et diffusion

1. La réouverture de la salle de lecture.

L'avancement du chantier de dépoussiérage va permettre la réouverture de la salle sur 4 jours du lundi au jeudi compris (au lieu de deux seulement en 2017) avec un quota plus important de documents communiqués (février 2018).

2. La valorisation des collections avec en particulier deux projets spécifiques engagés en plus des médiations, du Mobil'Histoire 77 et du site internet des archives :

- L'intégration du portail France.Archives, portail national avec mise en ligne des inventaires pour une meilleure visibilité en France et en Europe.
- La commémoration du centenaire de la fin de la première guerre mondiale avec la publication d'une brochure (24 p. A4, tirage à 50 000 exemplaires).

La politique menée par les Archives en lien avec les domaines éducation et culture du Département sera par ailleurs poursuivie, en particulier pour mieux intégrer le dispositif Éducation artistique et culturelle.



L'exposition du Mobil'Histoire77, « Nous, les Seine-et-Marnais »

Les moyens mis en œuvre pour faire aboutir l'ensemble de ces projets seront conditionnés par la capacité des Archives départementales elles-mêmes à assurer leur propre dynamique, en termes de pérennité et de compétences, dans une année à venir qui doit aussi tenir compte de nombreux départs à la retraite.

Ces mouvements peuvent aussi être considérés comme une opportunité pour réorganiser la direction au plus près de ses missions prioritaires.

Sommaire

INTRODUCTION	3
1- MOYENS	5
1.1. Moyens financiers	5
1.2. Personnel	5
1.3. Bâtiment	6
2- COLLECTIONS	8
2.1. Accroissements	8
2.2. Traitements.....	14
2.2.1. Classement et description.....	14
2.2.2. Conservation, restauration.....	17
2.3. Informatisation et numérisation	19
2.3.1. Informatisation	19
2.3.2. Numérisation et reproductions	19
2.3.3. Archivage numérique définitif	20
2.4. Service GAIA.....	21
2.4.1. Moyens financiers	21
2.4.2. Personnel.....	21
2.4.3. Actions menées en 2017.....	21
2.4.4. Partenariats.....	22
3- CONTRÔLE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ET RECORDS MANAGEMENT	23
3.1. Éliminations	23
3.2. Inspections	23
3.2.1 Communes	23
3.3. Visites et conseils.....	24
3.3.1. Les producteurs	24
3.3.2. Rencontre annuelle des archivistes communaux et intercommunaux	25
3.4. Records management papier et numérique	25
4- MISSIONS TERRITORIALES	27
4.1. Aide aux communes.....	27
4.2. Aide aux associations.....	28
4.2.1. Aide au fonctionnement	28
4.2.2. Aide aux projets	29
4.2.3. Journée de rencontre annuelle avec les associations	30
5- Action scientifique et culturelle	31
5.1. Accueil du public en salle de lecture, recherches et réutilisation	31
5.2. Politique handicap.....	34
5.3. Site Internet	34
5.2.1. Évolution du site	34
5.2.2. Fréquentation du site	35
5.3. Public scolaire.....	37
5.3.1. Les ateliers pédagogiques.....	37
5.3.2. Les ateliers « famille »	39
5.3.3. Les malles pédagogiques et les expositions itinérantes.....	39
5.3.4. L'exposition itinérante du « Mobil'Histoire77 ».....	41
5.3.6. Le Professeur relais	42
5.4. Conférences et interventions extérieures.....	43
5.4.1. Les deux cycles de conférences	43
5.4.2. Interventions extérieures et <i>in situ</i>	45
PERSPECTIVES 2018	47